

GUIDE DE BONNES PRATIQUES AVEC DES PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES



Fundación
Carmen Pardo-Valcarce
www.pardo-valcarce.com



FUNDACIÓN MAPFRE

GARDE CIVILE

GUIDE DE BONNES PRATIQUES AVEC DES PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES

FUNDACIÓN CARMEN PARDO-VALCARCE

GARDE CIVILE

FUNDACIÓN MAPFRE

Auteurs :

Alberto Alemany Carrasco.

Psychologue. Coordinateur de formation de l'UAVDI (Unité d'Attention aux Victimes Handicapées Mentales, de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce).

José Manuel Touza.

Psychologue. Capitaine au sein de l'Unité Technique de Police Judiciaire de la Garde Civile (Section d'Analyse Criminelle).

María Recio Zapata.

Psychologue. Directrice de l'UAVDI (Unité d'Attention aux Victimes Handicapées Mentales de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce).

Eva Silva Nozal.

Psychologue. Caporal-chef de l'Equipe Femme-Mineur EMUME (*note de bas de page) de l'Unité Technique de la Police Judiciaire de la Garde Civile de Madrid.

Antonio L. Manzanero.

Docteur en psychologie. Professeur de l'Université Complutense de Madrid.

Almudena Martorell Cafranga.

Docteur en psychologie. Directrice Générale de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce.

José Luis González Álvarez.

Docteur en psychologie. Commandant au sein de l'Unité Technique de Police Judiciaire de la Garde Civile (Section d'Analyse Criminelle).

Didier NICOU.

Commandant de Police. Officier de liaison au service de sécurité intérieure à Madrid. Ambassade de France en Espagne.

Pierre- Philippe LABBE.

Capitaine de Police. Officier de liaison au service de sécurité intérieure à Madrid. Ambassade de France en Espagne.

Fabrice ARS.

Lieutenant-Colonel de la Gendarmerie Nationale Attaché de Sécurité Intérieure à Madrid. Ambassade de France en Espagne.

* L'Equipe Femme-Mineur « EMUME » appartient au Corps de la Garde Civile, une des deux Forces de Sécurité de l'État en Espagne.

CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES- RATIFIÉE PAR L'ESPAGNE EN 2007.

Article 12.

Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité.

1. Les États Parties réaffirment que les personnes handicapées ont droit à la reconnaissance en tous lieux de leur personnalité juridique.
2. Les États Parties reconnaissent que les personnes handicapées jouissent de la capacité juridique dans tous les domaines, sur la base du principe d'égalité.
3. Les États Parties prennent des mesures appropriées pour donner aux personnes handicapées l'accès à l'accompagnement dont elles peuvent avoir besoin pour exercer leur capacité juridique.

Article 13.

Accès à la justice.

1. Les États Parties assurent l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, sur la base du principe d'égalité, y compris par le biais d'aménagements procéduraux et en fonction de l'âge, afin de faciliter leur participation effective, directe ou indirecte, notamment en tant que témoins, à toutes les procédures judiciaires, qu'il s'agisse de l'enquête ou d'autre phase préliminaire.
2. Afin d'aider à assurer l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, les États Parties favorisent une formation appropriée des personnels concourant à l'administration de la justice, y compris les personnels de police et les personnels pénitentiaires.

Il y a trois ans, j'ai fait la connaissance du Capitaine José Luis González. De cette rencontre ont surgit des grands projets grâce à des personnes merveilleuses qui ont coopéré, ainsi qu'à un excellent travail professionnel. Ce guide en est un exemple.

Avant de connaître José Luis, depuis la Fondation Carmen Pardo-Valcarce, cela faisait longtemps que nous étions préoccupés par le nombre élevé d'abus sexuels. Dans notre département d'investigation, nous avions connaissance d'études qui alertaient de cette réalité et nous avions la sensation que le nombre de cas qui se produisaient autour de nous était trop élevé. Le nombre de personnes handicapées mentales (élèves de l'école, travailleurs des centres spéciaux d'emploi et ceux qui utilisaient le centre occupationnel) qui avaient été victimes d'un abus sexuel, dépassait largement le nombre de faits habituellement constatés dans n'importe quel centre similaire. Qu'il s'agisse d'entreprises ou de lieux d'enseignement il n'y a jamais autant d'abus commis au préjudice de ses employés ou de ses élèves : le dénominateur commun étant toujours une victime souffrant d'un handicap mentale.

En ayant cette sensation, et après avoir initié des recherches sur le trauma des personnes handicapées, c'est à ce moment que nous avons reçu l'appel de la Garde Civile et la visite de José Luis.

Ils étaient déjà alertés en raison du nombre de personnes handicapées victimes dans des procédures en cours. Dans notre cas, comme organisation qui travaille pour les droits des personnes handicapées, nous devions comprendre ce qui était en train d'arriver. Il fallait déterminer pourquoi ces mêmes personnes étaient plus vulnérables lorsqu'ils s'agit d'abus. La Garde Civile était soucieuse de pouvoir prêter secours à toute victime en vertu du principe d'égalité.

Donc, sans hésiter, nous avons commencé à travailler. Avec María Recio et Alberto Alemany en qualité de professionnels travaillant avec des personnes handicapées mentales, Antonio Manzanero en qualité de chercheur à l'université, le Capitaine José Manuel Quintana et le caporal-chef Eva Silva de l'équipe de la Garde Civile, nous avons commencé à imaginer quels seraient les appuis les plus effectifs pour résoudre ce problème.

Mais, comment rendre possible ce projet? Nous sommes alors allés voir Fernando Garrido, Directeur Général de l'Institut d'Action Sociale de la Fondation

Mapfre, qui a immédiatement compris sa dimension, lequel nous a offert l'appui nécessaire pour mettre en place dans notre pays l'Unité d'Attention aux Victimes Handicapées Mentales.

Des Entreprises, l'Administration et des Entités Sociales ont collaboré ensemble dans le but de créer un monde meilleur pour tous. Il n'y a donc qu'une seule façon de terminer cette lettre, c'est de tous les remercier.

ALMUDENA MARTORELL CAFRANGA.

Directrice Générale de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce.

Le handicap ne réside pas uniquement dans l'individu. Les sociétés mêmes, avec leur configuration, imposent des barrières qui inhabilitent certaines personnes. Quand ces barrières arrivent jusqu'aux systèmes policier et judiciaire, ce problème s'aggrave : après la commission d'un crime, en plus du dommage physique, économique, psychique et sociale produit, la victime expérimente un grave impact émotionnel, qui s'amplifie en certaines occasions, au moment d'être mise en contact avec le réseau juridique-pénal généralement inconnu. Les personnes handicapées sont rarement conscientes de l'existence de ce réseau et normalement on ne leur demande même pas si elles veulent y participer. Généralement, on ignore leurs droits car personne ne leur donne l'information légale nécessaire d'une façon adaptée pour qu'elles puissent la comprendre. Cette absence d'information unie au manque d'adaptation pertinente produisent d'habitude ce qui s'appelle la « Deuxième victimisation » selon la doctrine judiciaire. C'est une expérience qui, dans beaucoup de cas, se révèle encore plus néfaste que la propre infraction criminelle, produisant ainsi un grand sentiment d'impuissance.

Pour cela, il est vital de commencer à réaliser les adaptations nécessaires pour que les personnes handicapées, et spécialement les plus vulnérables, puissent avoir accès à la justice dans des conditions d'égalité. Ceci arrive, sans doute à cause de l'incapacité du système à mettre à disposition les adaptations et appuis nécessaires.

Ce guide d'accompagnement à la procédure policière pour des personnes handicapées mentales constitue la première initiative dans notre pays destinée à fournir ces appuis et adaptations. Celui-ci contribuera, j'en suis sûr, à long terme à ce que beaucoup de personnes handicapées qui n'osent pas dénoncer pas peur de ne pas être comprises, crues ou protégées, le fassent.

Les organisations qui travaillent en faveur des personnes handicapées ainsi que la Section d'Analyse Criminelle de la Garde Civile, et les professionnels sensibilisés en judiciaire comme Rocío Pérez-Puig et Carlos Ganzenmuller, et que nous remercions de tout notre cœur pour leur collaboration désintéressée, ont uni leurs forces, avec le projet NO+ABUSO (PAS + D'ABUS), pour lutter contre la vulnérabilité face aux abus exercés sur les personnes handicapées.

J'encourage tous les professionnels des Forces de Sécurité de l'État, et spécialement ce qui, par leur spécialisation devront procéder à une audition de victimes

handicapées mentales, à lire et étudier minutieusement ce guide. Son élaboration a pris beaucoup de temps de travail pendant trois ans aux professionnels qui œuvrent avec des personnes handicapées, dans le cadre de la psychologie du témoignage et de l'enquête criminelle. Ils ont étudié et recueilli les meilleurs protocoles policiers, nationaux et étrangers, ils les ont testés et ils ont même procédé à des échanges avec des unités étrangères spécialisées.

Tout cela pour arriver à ce que le handicap mental ne soit plus une barrière pour obtenir un accès égalitaire à la justice. A partir de la FONDATION MAPFRE, nous continuerons à travailler pour que ce soit toujours ainsi.

FERNANDO GARRIDO TOMÉ.

Directeur Général de l'Institut d'Action Sociale de la Fondation MAPFRE.

TABLES DES MATIÈRES :

Chapitre 1: Introduction au travail policier avec des personnes handicapées.

Chapitre 2: Clés pour comprendre le handicap mental.

2.1. Qu'est-ce que le handicap mental ?

2.2. Généralités en matière de handicap mental.

2.3. Quels mythes ou croyances peuvent conditionner et affecter négativement l'intervention avec des personnes handicapées ?

Chapitre 3: Aspects légaux à prendre en considération en Police Judiciaire au contact de personnes handicapées mentales.

3.1. Droits de la personne handicapée mentale.

3.2. De l'évaluation du degré d'incapacité en France.

3.3. Précisions sur la capacité juridique à consentir notamment en matière de sexualité.

Chapitre 4: L'entretien policier avec des personnes handicapées.

4.1. Des mesures préliminaires à l'entretien.

4.2. L'entretien policier :

4.2.1. Considérations préalables à l'entretien.

4.2.2. La préparation de l'entretien.

4.2.3. Début de l'entretien.

4.2.4. Aborder les faits objet de l'enquête.

4.2.5. Clôture de l'entretien.

Chapitre 5: Guide de bonnes pratiques pour les présentations de suspects avec des personnes handicapées.

5.1. Règles relatives à la réalisation d'une séance de présentation.

5.2. Instructions spécifiques pour les personnes handicapées.

Annexes:

- 1.** Les syndromes les plus connus en relation avec le handicap mental et quelques considérations spéciales à prendre en compte pour l'audition dans le cadre de la procédure policière.
- 2.** La présentation du travail des professionnels spécialisés.

Bibliographie.

CHAPITRE 1.

INTRODUCTION AU TRAVAIL POLICIER AVEC DES PERSONNES HANDICAPÉES.

Historiquement, la fonction policière a été conceptualisée du côté de la répression en mettant l'accent sur la poursuite des citoyens qui vont enfreindre les lois et règlements, donnant lieu à l'investigation criminelle, comme si la police était éloignée ou isolée par rapport à la société qu'elle sert. Heureusement, cette vision de la Police a changé complètement dans les pays les plus modernes où un revirement a favorisé la proximité et souligné le devoir d'assistance et d'aide aux citoyens, tout en veillant à leur bien-être. En Espagne, la Loi Organique relative aux Forces de Sécurité précise depuis 1980 que les agents de Police devront toujours : *« être aimables et corrects dans leurs relations avec les citoyens qu'ils essayeront d'aider ou de protéger à chaque fois que cela sera nécessaire selon les circonstances dans lesquelles cela leur sera demandé. Dans chacune de leurs interventions, ils devront fournir une information aussi correcte et simple que possible »* (art. 5°).

C'est pour ces raisons que l'objectif poursuivi par ce guide pratique est de mettre à la disposition des enquêteurs des techniques de perfectionnement en faveur d'un segment de la société qui est très défavorisé: celui des personnes handicapées mentales. Le rapprochement entre la Police et les citoyens a eu pour effet de multiplier le nombre des interventions impliquant par là même un contact avec des personnes pouvant présenter des besoins spécifiques. Tout en respectant les textes, les agents doivent agir avec responsabilité et de façon adéquate en fonction des différentes situations. C'est la raison pour laquelle il est fondamental de leur fournir les moyens suffisants.

En Espagne, les EMUMES (Equipos Especializados Mujer-Menor/ Equipes Spécialisées Femme-Mineur) ont été créées pour instruire les procédures touchant les personnes les plus vulnérables telles que les mineurs, les victimes handicapées ou les femmes lorsqu'elles sont notamment victimes de violences commises par leur conjoint (ou ex conjoint) entre autre... Dans ce pays, des juridictions spéciales ont également été créées pour répondre à ces problématiques spécifiques (Comme par exemple el Juzgado de Violencia sobre la Mujer/ Le Tribunal pour les violences faites aux femmes, ou el

Juzgado de Menores/ Le Tribunal des Mineurs). On notera que cette structure spécifique n'a pas à ce jour son équivalent en France.

Dans le cas d'assistance aux personnes handicapées mentales, il fallait disposer d'un guide destiné aux personnels devant prendre en compte ce collectif vulnérable. Ce guide aujourd'hui traduit en français a tout d'abord été élaboré en Espagne avec la collaboration de personnels spécialisés dans ce domaine. C'est notamment le cas de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce à Madrid, association spécialisée depuis longtemps dans l'aide aux personnes handicapées. En conséquence, une collaboration a été mise en place entre la Fondation et la Direction de Police Judiciaire de la Garde Civile de façon à créer un document susceptible d'aider les enquêteurs pour comprendre plus facilement le problème des personnes handicapées mentales, leur permettant ainsi de prêter un meilleur service aux citoyens lorsqu'ils sont impliqués dans une procédure pénale. La notion de handicap mental est fortement méconnue dans la population générale mais également du policier qui peut se retrouver fort dépourvu lorsqu'il se trouve brutalement confronté au problème. C'est la raison pour laquelle ce document poursuit deux objectifs : garantir les droits de ces personnes et donner aux enquêteurs les clés leur permettant d'améliorer le contact avec celles-ci. On remerciera ici la Garde Civile pour sa participation à l'élaboration du présent document.

Ce guide de bonnes pratiques cible avant tout les victimes et les témoins apparaissant dans le cours d'une procédure policière ou judiciaire, il pourra parfois s'appliquer aux auteurs susceptibles d'être handicapés mentaux. Pour cette raison, le Chapitre 2 nous rappelle la définition du handicap mental. Les agents ont ainsi la possibilité d'identifier de manière rapide et adéquate les personnes handicapées, lesquelles pourront alors bénéficier des aides nécessaires aussitôt que possible. La définition se trouve complétée avec des commentaires relatifs aux mythes et croyances, souvent inexacts, que la population générale prête normalement sur ces personnes. Ces précisions doivent permettre à l'enquêteur de mieux en tenir compte au moment de diligenter la procédure.

Le Chapitre 3 reprend les droits des personnes souffrant d'un handicap mental tels qu'ils sont précisés dans la Convention Internationale des Droits des Personnes Handicapées. On rappelle qu'une des fonctions des Forces de Sécurité est précisément celle de garantir les droits de tous les citoyens, et spécialement les plus vulnérables.

Pour assurer le respect de ces droits, les agents pourront adapter leur action en fonction des conseils préconisés par ce guide. On notera que l'article 13 de la Convention des Droits des Personnes Handicapées vise à promouvoir la formation du personnel policier. Nous devons aussi rappeler que cette Convention établit, dans son article 31, que les États Parties collecteront des données et statistiques leur permettant de formuler et d'appliquer des politiques conformes aux contenus de la Convention. A titre d'information, on précisera qu'en ce qui concerne la collecte de données, la Garde Civile dispose du Système Intégré de Gestion Opérationnelle (Sistema Integrado de Gestión Operativa/SIGO) qui permet aux personnels spécialisés de remplir les champs d'information ad hoc. En procédant de cette manière, il sera possible de quantifier l'importance du phénomène, permettant ainsi un croisement avec le Système Statistique de Criminalité (SEC) du Ministère de l'Intérieur : Et ce conformément aux prescriptions fixées par la Convention Internationale.

Deux aspects très importants du point de vue légal sont détaillés dans le Chapitre 3. D'un côté, nous devons tenir compte de l'incapacité judiciaire des personnes handicapées mentales qui oblige les agents intervenant à prendre en compte les tuteurs. De l'autre côté, il convient de respecter le concept flou de leur "capacité à décider".

Le long chapitre 4 (lequel donne un vrai sens à ce guide) traite de la relation entre la personne handicapée et l'enquêteur. Les mesures préliminaires à l'entretien sont tout d'abord exposés avec quelques recommandations opérationnelles qui permettront de résoudre les enquêtes judiciaires. Viennent ensuite les techniques de conduite de l'audition en fonction des connaissances scientifiques actuelles permettant d'établir une relation adaptée avec les personnes handicapées mentales. Il s'agit de faciliter la communication entre l'enquêteur et la personne entendue dans le but de l'aider à obtenir les témoignages les plus complets et exacts possibles : tout en s'attachant à garantir au maximum la qualité du témoignage mais également en protégeant les droits de ces personnes. Les recommandations de ce guide ou les « bonnes pratiques » s'adaptent en fonction du moment au cours de la procédure d'enquête. A partir du moment où l'on sait qu'entre en jeu une personne handicapée, il convient de préparer l'entretien, qu'il s'agisse de la phase préliminaire, du cours de l'audition ou de sa conclusion, tout en s'assurant que celui-ci procure le moins de stress possible. Il s'agit là de s'adapter aux difficiles circonstances dues à la vulnérabilité de la personne entendue ainsi qu'aux faits objet de l'enquête.

Dans le chapitre 5 est approfondie la question très importante de l'identification ou de la reconnaissance que pourra faire une personne handicapée lorsqu'il s'agit de recueillir son témoignage pour identifier une tierce personne, qu'elle soit auteur, victime ou témoin. Sont formulées quelques règles permettant d'améliorer les séances de présentation de suspects à témoins, lorsque celles-ci sont considérées comme nécessaires. Il est évident qu'il convient de s'assurer de la qualité des déclarations recueillies afin de ne pas mettre en cause un innocent ou laisser libre un coupable.

Le guide se termine en incorporant des annexes dans lesquelles sont données des informations complémentaires. Même si celles-ci se trouvent reléguées à la fin, elles présentent une grande valeur lorsqu'il s'agit, pour l'enquêteur, de travailler avec des personnes handicapées. Les syndromes les plus fréquents sont présentés en apportant des informations sur le handicap, pouvant ainsi aider les agents à recueillir et interpréter le témoignage. Le travail des professionnels spécialisés que l'Unité d'Attention aux Victimes avec un Handicap Mental (UAVDI) de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce peut mettre à disposition des enquêteurs est à souligner. En effet, il est important de souligner le rôle que peut être amené le professionnel spécialisé (parfois dénommé « facilitateur ») à jouer lorsqu'il accompagne la victime handicapée mentale tout au long du processus policier et judiciaire. Dans ce chapitre est également présenté le concept de la "Preuve Préconstituée". Pour les besoins de la traduction, nous aurons repris la terminologie anglaise qui utilise le concept de la "P.E" (Preconstituted Evidence). Adopté en France, cela pourrait correspondre à la notion de "Preuve Préconstituée" (ou PP) qui n'existe pas encore en droit français mais il est fondamental de souligner l'intérêt que cette dernière pourrait présenter en évitant aux victimes les plus vulnérables d'avoir à multiplier les déclarations ou témoignages au cours d'une même procédure.

Pour conclure, on considère que le document élaboré conjugue la simplicité, la brièveté avec l'utilité, en étant convaincus du fait que sa lecture par les agents chargés des enquêtes judiciaires leur donnera les ressources nécessaires pour améliorer la qualité de leurs interventions lorsqu'il s'agit de travailler avec des personnes handicapées.

CHAPITRE 2.

CLÉS POUR COMPRENDRE LE HANDICAP MENTAL.

2.1. Qu'est-ce que le handicap mental (HM) ?

Le HM est une condition de la personne qui se caractérise par sa pluri dimensionnalité (avec l'intervention d'aspects physiologiques, psychologiques, médicaux, éducatifs et sociaux), sa multi causalité (le HM peut s'expliquer au travers de pathologies génétiques, de dommages neurologiques, de facteurs environnementaux, éducatifs ou sociaux) et par sa grande hétérogénéité (les différences entre les personnes handicapées sont plus grandes encore qu'entre celles de la population générale).

Malgré la disparité des différences entre personnes handicapées, il faut absolument prendre en considération les trois éléments retenus par la « American Association on Intellectual and Developmental Disabilities » (AAIDD), (Association Américaine de Déficience et Développement Intellectuel).

2.1.1. Limitations significatives dans le fonctionnement mental.

Traditionnellement, le fonctionnement mental se mesure en utilisant des tests standardisés d'intelligence qui nous apportent une mesure, le Quotient Intellectuel (QI). En relation au QI, il y a différentes classifications de l'HM, la plus utilisée en Espagne celle qui est marquée par la Classification Internationale des Maladies de l'Organisation Mondiale de la Santé:

- HM léger: QI plus ou moins compris entre 50 et 69 (dans cette catégorie, il y a autour 85% des personnes handicapées).
- HM modéré: QI plus ou moins compris entre 35 et 49 (10% des personnes handicapées).
- HM sévère: QI plus ou moins compris entre 20 et 34 (entre 3 ou 4% des personnes handicapées).
- HM profond : QI de moins de 20 (entre 1 et 2% des personnes handicapées).

Néanmoins, actuellement l'évaluation du HM en rapport au QI n'est pas si importante et les évaluations réalisées à partir de tests d'intelligence ont perdu de l'importance pour laisser la place à un diagnostic clinique réalisé maintenant par un professionnel spécialisé.

2.1.2. Les limitations significatives dans la conduite adaptée.

Depuis 1992, l'AAIDD introduit le concept d'habileté adaptative à la définition d'handicap mental. Il s'agit là d'évaluer les compétences dont les personnes ont besoin pour s'adapter convenablement dans leur environnement social, personnel et professionnel en leur permettant de répondre d'une façon satisfaisante aux situations nouvelles.

Les personnes handicapées présentent des altérations de leurs habiletés adaptatives qui ont pour effet de rendre plus difficile leur intégration dans une société déterminée. De cette façon, la vision que l'on a de ce groupe de personnes ne se fonde pas exclusivement sur l'incapacité mentale. A partir de cela, on prendra en compte la nature multifactorielle de l'HM en même temps que l'état de la santé. Sur la base de cette nouvelle conception, le handicap ne dépend plus seulement de l'individu mais surtout de la société dans laquelle il évolue. En conséquence, une personne affectée par un QI bas pourra passer outre un diagnostic d'incapacité mentale si elle dispose des appuis nécessaires.

2.1.3. Détection de l'HM avant les 18 ans.

Les deux critères mentionnés ci-dessus, limitations spécifiques au fonctionnement mental et conduite adaptative, doivent apparaître avant les 18 ans. Par contre, si cela apparaissait à partir de 18 ans, par exemple, à cause d'un accident de voiture, on parlerait d'un dommage cérébral et pas d'un handicap mental.

Quand on parle des facteurs qui causent le HM, on doit comprendre qu'il n'y a pas qu'une seule cause, sinon plusieurs: biologiques (génétiques comme le Syndrome

de Down, par exemple), sociales (situation économique très défavorable), comportementales (manque de stimulation) ou éducationnelles (manques éducatifs). Ces facteurs se rattachent entre eux et ils affectent le fonctionnement de la personne. Ils peuvent aussi apparaître avant, pendant et après la grossesse : il ne sera pas toujours possible d'identifier la cause de l'HM sur la base d'un seul facteur. Dans 60% des cas, on ne connaît pas la cause spécifique, il est donc recommandé de procéder à un examen exhaustif pour déterminer l'origine du handicap. Lorsqu'il existe une cause génétique sous-jacente (30% des cas), cela peut permettre d'appréhender le développement futur de la personne. Dans le document joint numéroté 1, on peut voir un tableau reprenant les syndromes les plus habituels avec leurs principales caractéristiques.

Résumé :

- ❖ Le handicapé mental :
 - Fonctionnement mental en dessous de la moyenne ($CI < 70$) ;
 - Plus besoin des aides ou habiletés adaptatives ;
 - La détection de l'HM avant les 18 ans.
- ❖ Les causes de l'HM peuvent être multiples, comme les facteurs biologiques, sociaux, comportementaux ou éducationnels.
- ❖ Plus ou moins 30% des cas surviennent à cause d'un facteur génétique sous-jacent (par exemple le Syndrome de Down ou le Syndrome X-Fragile).

2.2. Généralités en matière de handicap mental.

Notre objectif maintenant est de disposer de toute l'information qui nous permette de savoir si une personne a un HM, tout en sachant que celui-ci n'est pas le seul handicap existant. Selon la Classification Internationale de Déficience, Incapacités et Handicaps de l'Organisation Mondiale de la Santé, les différents types de handicap sont:

Groupe 1 : les handicapés sensoriels et de la communication ;

Groupe 2: les handicapés moteurs ;

Groupe 3: les handicapés mentaux. Dans ce groupe, on retrouve le HM mais également les maladies mentales comme la schizophrénie et d'autres troubles de la conduite ;

Groupe 4: les handicapés multiples.

Cependant, cette classification n'est pas la plus utilisée en Espagne où on se réfère habituellement aux quatre sortes générales de handicap : mental, physique, psychique et sensoriel, comme c'est le cas en France.

Les différentes classifications nous permettent d'utiliser comme synonymes de l'HM d'autres mots comme Handicapé « psychique » ou « intellectuel » qui peuvent être mentionnés dans des rapports d'évaluation. Ce guide n'a pour vocation que le traitement des aspects liés au handicap mental (HM).

Lorsque se présente une affaire dans laquelle est impliquée une personne susceptible d'être affecté d'un HM non préalablement évaluée, il est alors important de demander à la personne : « Souffrez-vous d'un handicap ? ». Dans tous le cas il ne faut jamais perdre de vue que la personne peut déclarer qu'elle ne souffre d'aucun handicap, parce que celui-ci n'a jamais été détecté, ou bien parce que l'intéressée ne souhaite pas le révéler. Toutes les personnes souffrant d'un HM n'ont pas été forcément évaluées. D'autre part, contrairement à ce que l'on peut penser, l'HM n'est pas toujours identifiable à partir du physique. Cela n'arrive qu'en présence d'un syndrome sous-jacent. Cela ne concerne qu'un petit pourcentage d'HM, comme c'est le cas avec le syndrome de Down.

Il est important de souligner que, contrairement aux croyances habituelles, la plupart des personnes handicapées ont des QI élevés (entre 60 et 70 de QI quand la moyenne de la population générale est de 100). Cela implique que 85% des personnes handicapées ont des limitations très légères, empêchant ainsi la détection du handicap. Dans ces cas, quand on leur pose des questions (leur âge, où ils habitent, où ils travaillent, avec qui ils habitent...), les indications suivantes peuvent permettre de mettre en évidence une possible incapacité :

- Pensée ralentie ;
- Limitations pour s'exprimer et pour comprendre le langage ;
- Capacité réduite pour comprendre des informations nouvelles et difficiles ;
- Désirabilité sociale élevée. Il y a un haut pourcentage de personnes handicapées qui veulent faire plaisir aux autres, surtout si celles-ci ne sont pas des personnes handicapées ;
- Tendance à répondre de manière acquiescent, c'est-à-dire, dans le même sens que la question posée;
- Manque de pensée abstraite. Les personnes handicapées présentent normalement des pensées très spécifiques. Elles peuvent avoir des difficultés pour se représenter des événements qu'elles n'auraient pas vécu ;
- Elles donnent moins de détails quand elles racontent quelque chose ;
- Elles ont plus de difficulté pour orienter leurs pensées dans le temps et dans l'espace ;
- Difficulté pour vivre de façon indépendante.

Pour faire une bonne évaluation de l'HM, on a besoin d'instruments et d'outils spécifiques, en même temps que de spécialistes en la matière. Ces indicateurs nous permettent de déceler l'existence d'un possible HM, ce qui conduirait à faire une évaluation des besoins nécessaires qui seront évoqués ultérieurement. Il y a lieu de mentionner que toute personne présentant les caractères précités ne souffre pas forcément d'un HM. Ce sera par exemple le cas d'une personne en étant de démence ou sous l'influence de produits toxiques. De toute façon, indépendamment de l'existence ou non d'un HM, si une personne venait à présenter les caractéristiques susmentionnées, il y aurait lieu d'appliquer les adaptations pertinentes lors de la procédure policière.

Résumé :

- ❖ 85% des personnes handicapées correspondent à personnes qui ont des QI élevés.
- ❖ Il existe une série de manifestations habituelles qui peuvent faciliter l'identification, chez une personne handicapée, d'un HM quand il n'existe pas de rapports d'évaluations disponibles.
- ❖ Fréquemment, l'HM n'est pas facilement reconnaissable en fonction des traits physiques. Seul un petit pourcentage de personnes handicapées présente des traits physiques caractéristiques.

2.3. Quels mythes ou croyances peuvent conditionner et affecter négativement l'intervention avec des personnes handicapées ?

Il existe habituellement des mythes et des croyances sur les personnes handicapées et, avant de travailler avec celles-ci, les professionnels doivent se débarrasser des préjugés pour pouvoir intervenir correctement. Ci-dessous sont présentés les aspects les plus importants qui affectent négativement l'enquête policière et judiciaire:

1. « Les personnes handicapées sont problématiques ». Il n'est pas vrai qu'elles ne soient pas capables de contrôler leurs impulsions ou qu'elles soient violentes. En croyant à ce mythe, on peut laisser passer des aspects importants lors de l'enquête.
2. « Les personnes handicapées inventent des histoires ». Les personnes affectées d'un HM ne sont pas inclines au mensonge, bien au contraire les études démontrent qu'inventer une histoire peut être quelque chose de compliqué, nécessitant un effort mental. On se doit d'attribuer la même crédibilité à leur témoignage, comme pour les autres personnes.
3. « Les personnes handicapées ne sont pas autonomes ». Bien qu'elles souffrent des limitations affectant leur fonctionnement cognitif elles disposent des mêmes droits que les autres personnes dans leur vie privée. Si leur capacité à donner leur consentement devait se voir affectée par une limitation cognitive, il conviendrait dans ce cas de leur procurer tous les moyens nécessaires afin de pallier ces difficultés.
4. « Les personnes handicapées ont un comportement enfantin ». Parce que leur expérience personnelle est différente, il ne faut jamais comparer la mentalité d'une personne affectée d'un HM avec celle d'enfants.
5. « Les personnes handicapées n'ont pas de sexualité ». On a traditionnellement commis une erreur en pensant qu'elles étaient asexuées ou bien qu'elles n'avaient pas d'intérêt pour la sexualité. Ce point revêt une importance particulière notamment en matière d'infractions à caractère sexuelle. En effet, il est impossible de comparer l'information sexuelle dont peut disposer les personnes affectées d'un HM avec celle d'un enfant. Celles-ci peuvent effectivement, en fonction de leur âge, avoir une expérience dans ce domaine.

6. « La sexualité des personnes handicapées est exacerbée ». Cette affirmation est complètement fausse. Ils n'y a pas de différence entre le désir de ces personnes et celui de la population en général. Pourtant lorsque leur pulsion effective est bridée ou lorsque qu'elles n'ont pas accès à l'éducation sexuelle, elles ne peuvent pas méconnaître des conduites sexuelles inappropriées. Se baser sur cette idée fausse pourrait conduire à penser que certaines relations sexuelles abusives ont été délibérément recherchées par les personnes souffrant d'un HM, avec toutes les conséquences que cela pourrait entraîner.

Ignorer ces mythes permettra d'avoir un comportement parfaitement adapté à la personne en évitant d'être influencé par des idées préconçues susceptibles d'altérer la qualité du travail du professionnel. Sur la base d'éléments erronés, la conclusion ne pourra être que faussée.

Résumé :

- ❖ Les personnes handicapées :
 - Ne sont ni problématiques ni agressives ;
 - N'inventent pas en principe d'histoires ;
 - Ont la capacité de gérer leur vie privée ;
 - Ne se comportent pas comme les enfants.
- ❖ La sexualité des personnes handicapées :
 - N'est pas inexistante ;
 - N'est pas excessive.

CHAPITRE 3.

ASPECTS LEGAUX A PRENDRE EN CONSIDERATION EN POLICE JUDICIAIRE AU CONTACT DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPEES.

3.1 Droits de la personne handicapée mentale.

Les principes qui doivent le travail policier sont contenus dans la Convention des Droits de la Personne Handicapée (CDPD) ratifiée par l'Espagne en 2008.

- a) Le respect de la dignité, l'autonomie individuelle, étant incluse la liberté de prendre ses propres décisions et l'indépendance des personnes concernées ;
- b) La non-discrimination ;
- c) La participation et l'intégration effective au sein de la société ;
- d) Le respect de la différence et l'acceptation des personnes handicapées comme faisant partie intégrante de la diversité et de la condition humaine ;
- e) L'égalité des chances ;
- f) L'accessibilité ;
- g) L'égalité entre les sexes ;
- h) Le respect de l'évolution des facultés des enfants handicapés et leur droit à préserver leur identité.

Il est important de souligner que les personnes handicapées mentalement doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits que les autres individus. Cependant, il y a un certain nombre de droits qu'il convient de prendre en compte dans le cadre de la pratique policière.

- *La personne handicapée mentale a le droit de connaître et de comprendre la procédure dans laquelle elle est partie prenante.* Selon les Articles 4.1.a et 4.1.b. du CDPD, il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la personne affectée d'un HM soit en mesure de comprendre les tenants et

aboutissants de la procédure qui la concerne. Dans ce but, il est impératif d'adopter les mesures fondamentales suivantes :

- Concéder le temps nécessaire suffisant pour expliciter l'ensemble de la procédure policière et judiciaire en identifiant les professionnels qui vont y prendre part.
 - S'assurer que la personne a bien compris les droits dont elle bénéficie. On recommandera dans ce cadre d'utiliser des supports écrits d'accès facile (figure en annexe 2 un modèle de fiche de droits de lecture facile).
-
- *La personne affectée d'un HM bénéficie du droit de pouvoir communiquer avec un professionnel qui soit en mesure de comprendre la manière dont elle s'exprime.* Selon les Articles 13.1, 9.2 et 12.3 du CDPD, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour que ces personnes puissent bénéficier d'un accès à la Justice. Cela suppose l'aide éventuelle apportée par un professionnel expert en matière de handicap mental, capable de s'entretenir avec celles-ci. Lorsqu'il sera impossible de faire appel à un professionnel compétent, il conviendra alors de faire appel à toute personne susceptible d'apporter ses compétences en qualité « d'agents externes spécialisés ».
 - *La personne handicapée mentale a le droit d'être traitée selon le principe d'égalité, indépendamment de sa condition.* Selon l'Article 8.1 du CDPD, la personne doit être traitée en faisant abstraction des stéréotypes ou préjugés attachés à sa situation. Il s'agit non seulement d'un principe de droit mais surtout de rigueur professionnelle. Les personnes mentalement handicapées ont le droit de bénéficier du même traitement que les autres individus, ce qui les autorise à déposer plainte comme à voir la validité de leurs déclarations prise en considération.
 - *La personne affectée d'un HM doit pouvoir bénéficier des appuis et ajustements nécessaire pour un bon déroulement de la procédure, lui permettant ainsi d'avoir accès au plein exercice de ses droits et libertés.* Ces appuis et ajustements devront être mis en œuvre tout au long de la procédure policière et judiciaire. Selon l'article 8.1.c du CDPD, il apparaît comme fondamental de connaître les capacités de la personne. Il donc pour cela recommandé :

- D'identifier les causes qui peuvent affecter la valeur du témoignage de la personne affectée d'un HM, qu'il s'agisse de la déclaration ou de la reconnaissance d'un auteur éventuel au cours d'une parade d'identification ;
 - Déterminer au préalable les besoins à mettre en œuvre au moment de l'audition ou au cours d'un processus d'identification ;
 - Pouvoir compter sur des experts indépendants et expérimentés en médecine légale en matière de handicap mental. Ces derniers pourront alors servir de « facilitateurs » dans le cadre de l'évaluation des besoins (Voir annexe 5 relative à la personne du « facilitateur ») ;
 - Adapter les procédures policières et judiciaires en fonction des capacités.
- *La personne affectée d'un HM, comme n'importe quelle victime, a le droit d'être avisée de l'existence des services qui sont susceptibles de lui prêter assistance et recouvrer son état de santé physique et mental.* Selon les Articles 16.2 et 16.4 du CDPD, les moyens d'assistance aux victimes doivent être accessibles à la personne handicapée mentalement.

Résumé :

- ❖ Les principes de la Convention des Droits des Personnes handicapées sont ceux qui doivent imprégner la procédure policière.
- ❖ Il convient d'insister sur l'importance, au cours de la procédure policière, du respect des droits de la personne souffrant d'un HM et qui nécessitent la mise en place d'adaptations ou d'appuis spéciaux :
 - Droit de connaître et comprendre la nature de la procédure policière ;
 - Droit de pouvoir communiquer avec un agent capable de le comprendre ;
 - Droit à bénéficier des appuis et ajustements nécessaires ;
 - Droit à connaître et identifier les services auprès desquels il ou elle peut bénéficier d'une aide.

3.2. De l'évaluation du degré d'incapacité en France.

Pour mémoire, en France, le degré d'incapacité d'une personne physique est déterminé à la suite d'une expertise commune réalisée par le médecin de famille et par l'expert compétent de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) relevant du Conseil Général du département. L'examen réalisé permet à ce dernier au vu d'un guide barème de déterminer un taux d'incapacité en corrélation avec les déficiences constatées. Le système français retient trois niveaux d'incapacité (de 1 à 49%- de 50 à 79%- et de 80% et plus). La CNSA (Caisse Nationale de Solidarité Autonomie) ne retient que la fourchette de 80% et plus pour délivrer la « Carte d'Invalidité ».

Le principe de base retenu dans la Convention Internationale attribue à la victime handicapée le droit d'être auditionnée comme n'importe quelle personne, d'autant plus que la présentation d'une Carte d'Invalidité n'empêche pas la victime ou le témoin handicapé mental de déclarer des faits réellement survenus et constitutifs d'une infraction. En conséquence, il conviendra de recueillir les déclarations en prenant en compte le degré de handicap de la victime ou du témoin en fonction des éléments d'information susceptibles d'être présentées par l'entourage de ce dernier (tuteur, curateur, amis, personnels soignants...).

En France, si la capacité juridique des personnes souffrant d'un handicap mental est de la compétence du juge des tutelles (rattaché au Tribunal d'Instance) pour un éventuel placement sous tutelle ou curatelle, en revanche, lorsqu'il s'agit d'évaluer la capacité à donner un consentement dans le cadre d'une enquête judiciaire, il conviendra toujours de s'appuyer sur les constatations de l'expert qui sera requis par l'autorité judiciaire compétente (Procureur de la République, Juge d'Instruction). C'est au vu de l'expertise qui sera alors rendue que le magistrat fondera son intime conviction pour déterminer la qualification définitive des infractions à retenir en fonction des circonstances établies lors de l'enquête.

On notera toutefois, que pour la France, toute personne souffrant d'un HM n'est pas forcément titulaire d'une « Carte d'Invalidité ».

Résumé :

❖ En France :

- C'est la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité Autonomie) qui délivre la « Carte d'Invalidité » en ne retenant que la fourchette de 80% et plus de handicap mental ;
- La présentation d'une Carte d'Invalidité n'empêchera pas la victime ou le témoin handicapé mental de déclarer des faits réellement survenus et constitutifs d'une infraction auprès du service compétent ;
- La qualification définitive des infractions retenues devra toujours se faire au vu du contenu du rapport d'expertise rendu par le spécialiste qui sera en mesure d'évaluer le degré de capacité de la victime à donner un consentement susceptible d'être reconnue comme valable.

3.3. Précisions sur la capacité juridique à consentir notamment en matière de sexualité.

Il n'est pas possible de tirer des conclusions au regard de la capacité qu'a ou non une personne à donner son consentement : il convient de rappeler ici qu'une personne peut être incapable de prendre certaines décisions dans sa vie personnelle tandis qu'elle sera parfaitement capable d'en prendre d'autres.

L'évaluation de la capacité à consentir une relation sexuelle déterminée implique la prise en compte de la capacité de la personne à comprendre la nature de la relation sexuelle ou interpersonnelle. Il conviendra toujours de déterminer si préexistait la capacité à consentir, si le consentement donné était en accord avec la situation rencontrée et si ce consentement était ou non vicié par une situation de dépendance ou une relation de supériorité entre l'auteur et sa victime.

Le consentement de la personne adulte affectée d'un HM est fondamental pour déterminer si une relation sexuelle particulière est ou non abusive. La décision découlant du fait de savoir si la personne était ou non capable de donner son consentement lors d'une relation sexuelle doit être prise par le juge compétent, en fonction de la législation en vigueur et du contenu des expertises médico-légales sollicitées par celui-ci. Au niveau de l'enquête policière, on ne s'interrogera jamais sur la valeur de la capacité de la victime à donner son consentement car cela relève uniquement de la compétence du magistrat. Par ailleurs, on notera que cette notion est beaucoup trop abstraite pour qu'elle puisse être comprise par la plupart des personnes affectées d'un HM.

De plus, il est important de souligner que les deux concepts « d'incapacité légale » et « la capacité à consentir » ne sont pas toujours associés, ce ne sont pas des synonymes. Dans d'autres pays comme la Grande Bretagne, il est admis que ces concepts soient indépendants alors que malheureusement, en Espagne, la situation reste dépendante d'un statut déterminé de l'individu, dont la personne souffrant d'un HM ne bénéficie pas pour l'instant. C'est pour cette raison que ce guide précise bien qu'il est possible qu'une personne frappée d'une incapacité légale puisse néanmoins consentir des relations sexuelles alors qu'un autre individu non frappé d'incapacité ne serait peut-

être pas en mesure de consentir de telles relations. Comme nous l'avons déjà dit, il appartiendra au magistrat d'évaluer cette capacité en fonction de la situation.

Résumé :

- ❖ L'incapacité légale et la capacité à consentir une relation sexuelle ne sont jamais synonymes, elles doivent être évaluées de manière distincte ;
- ❖ La capacité à consentir ne sera jamais évaluée au stade de la procédure policière mais uniquement par la juridiction compétente.

CHÂPITRE 4.

L ' ENTRETIEN POLICIER AVEC DES PERSONNES HANDICAPÉES.

4.1. Des mesures préliminaires à l'entretien.

L'objectif prioritaire de ce guide spécifique est d'adapter la procédure policière aux principes contenus dans la Convention des Droits des Personnes Handicapées des Nations Unies. Les adaptations proposées sont une manière de respecter les droits de la personne handicapée mais elles sont également un gage de qualité pour le recueil d'un témoignage juridiquement valable.

Les actions préliminaires sont fondamentales afin de planifier l'entrevue avec une personne affectée d'un HM. Il est important de prendre en compte le fait que la majorité de ces personnes est capable de faire des déclarations. Si une audition n'était pas réalisable, cela serait probablement dû en partie à un manque de préparation ou à un défaut de recours aux moyens adaptés.

Les premières démarches ont pour objectif de collecter toutes les données relatives à l'enquête qui démarre et par la même de déterminer s'il conviendra ou non de faire appel à des personnels spécialisés comme c'est le cas en Espagne lorsque sont requis les agents des EMUMES (Equipo Mujer- Menor/ Equipe Femme-Mineur) qui sont les mieux formés pour prendre en compte les personnes handicapées mentales.

Il est fondamental de collecter l'information nécessaire qui pourra être sollicitée auprès de l'entourage de la victime, qu'il s'agisse de membres de sa famille, des personnels soignants, d'autres professionnels voire des premiers intervenants qui ont pu être au contact de la victime et récupérer ses premières impressions. Le but poursuivi est de disposer de tous les éléments qui vont permettre de préparer et de faciliter l'audition de la personne affectée d'un HM et qui n'interviendra qu'en dernier lieu. Les données à prendre en compte sont les suivantes (en sachant que la victime se sera au préalable confiée à un tiers. En effet, si ce n'était pas le cas il faudrait attendre que la victime en parle) :

- Le premier récit que la victime a fait du délit : ou, quand et avec qui. Qu'étaient les personnes présentes et qu'elle a été leur réaction. Que s'est-il passé

ultérieurement ? Quelles sont les personnes qui ont alors parlé à la victime et qu'elles sont les questions qui lui ont été posées. Il est intéressant de déterminer si cela a fait ou non l'objet d'un enregistrement.

- Savoir comment les faits s'inscrivent dans le quotidien de la victime. Savoir si des changements sont intervenus dans son quotidien depuis les faits.
- Savoir si l'histoire a été racontée plusieurs fois, et dans ce cas déterminer les informations qui se sont ajoutées. Savoir s'il y a eu des changements ou des omissions (cohérence dans les déclarations successives).
- Localiser si possible le lieu des faits. Identifier les éventuels témoins ou personnes en relations avec ce lieu.
- Déterminer les itinéraires possibles avant et après le fait. Vérifier les durées de trajet. Localiser les éventuelles cameras susceptibles d'être installées sur la voie publique.
- Accès au lieu des faits : de manière volontaire ou forcée ?
- Déterminer la relation existant entre la victime et l'auteur. Et concernant ce dernier recueillir toute l'information donnée par la victime ou ses proches si l'auteur est connu.
- Recueillir toute l'information relative à la prise de médicament. Certaines médications peuvent affecter considérablement les capacités et influencer négativement dans le témoignage. Pour cette raison, il est fondamental de déterminer la nature des médicaments consommés pour pouvoir déterminer leurs effets.
- L'annexe 1 reprend la liste des syndromes qui permet d'obtenir une information précise sur les aspects les plus significatifs du handicap mental qui affecte la personne entendue et qui peut influencer son témoignage.
- De plus, l'entretien préalable avec la famille ou les personnels soignants est crucial car il permet de détecter les éventuelles difficultés qu'a la personne entendue pour communiquer.

C'est pour cette raison qu'avant de débiter l'audition l'enquêteur en charge de la procédure devra prendre en compte les considérations préliminaires pour éventuellement anticiper les recours aux appuis et ajustements nécessaires afin de garantir l'obtention d'une déclaration valable. Ainsi, les étapes qui résumeraient la procédure policière sont illustrées dans le schéma suivant.

Procédure policière pour la prise d'audition.

Premières actions

1. Recueillir l'information (évaluer des capacités au travers d'un questionnaire) ;
2. Envisager la saisie d'une brigade spécialisée (ou d'un expert désigné).

Audition

1. Mesures préliminaires ;
2. Préparation de l'entretien ;
3. Début de l'entretien ;
4. Phase préliminaire pour aborder les faits ;
5. Clôture.

Résumé :

- ❖ Le premier récit de la victime ;
- ❖ Les éventuels compléments des déclarations ultérieurs ;
- ❖ La « routine » de la victime ;
- ❖ Localisation du lieu des faits, identification de témoins possibles ;
- ❖ Détermination des itinéraires suivis par la victime avant et après les faits ;
- ❖ Conditions d'accès au lieu des faits ;
- ❖ Interactions avec l'auteur présumé ;
- ❖ Description de l'auteur présumé ;
- ❖ Relation auteur-victime ;
- ❖ Les informations rapportées par l'entourage familial ;
- ❖ Les informations relatives aux traitements médicamenteux.
- ❖ Les informations rapportées par les ou les médecines traitantes.

4.2. L'entretien policier :

4.2.1. Considérations préalables à l'entretien.

Il conviendra de prendre en compte une série de considérations relatives à l'échange attendu, comme sa manière de s'exprimer, le besoin de s'adapter pour que la personne puisse être comprise en fonction de ce qu'elle souhaitera raconter. Il conviendra également de prendre en compte les facteurs susceptibles d'influencer ses déclarations, comme l'acquiescement ou le besoin de reconnaissance sociale.

Il est prévisible que tout au long d'un entretien avec une personne handicapée différents problèmes de communication peuvent surgir. Ces problèmes ne sont ni causés par la personne entendue ni par, celui qui même l'audition mais ils ont pour origine les différences liées aux compétences en matière de communication. La présence de difficultés de ce type ne doit pas, conduire l'enquêteur à se sentir incommode car, cela pourrait l'inciter à se focaliser sur ces problèmes et le détourner des aspects intéressants de l'audition. Les particularités de la communication apparaîtront dès le début de l'entretien quand il s'agira d'aborder le thème neutre choisi au préalable. C'est à ce moment que les intéressés se familiariseront avec leur style de communication. Si une difficulté est détectée dès ce stade, s'il n'est pas possible de comprendre la personne qui s'exprime, alors, avant de poursuivre l'entretien, il conviendra de faire appel à un spécialiste (ou bien un psychologue de la Section d'Analyse Criminelle ou bien faire appel à la personne du facilitateur- voir annexe 2).

Les particularités les plus fréquentes du discours de la personne handicapée sont :

- *Les contradictions* : Il est fréquent qu'apparaissent dans les narrations des personnes handicapées des contradictions. Dans ce cas, il est important d'éviter de penser qu'elle est en train de mentir, puisque, de même qu'avec des personnes sans handicap, les contradictions ou corrections spontanées peuvent être des indicateurs de crédibilité des déclarations.
- *Les silences* : Les personnes handicapées ont un rythme plus lent dans l'élaboration de leur discours qui comporte de nombreux silences que l'enquêteur pourrait avoir envie de couper pour accélérer l'entretien. Il est donc très important de respecter ces silences afin de ne pas perdre des informations

importantes. De la façon, lorsque la personne relate quelque chose et qu'il y a une erreur de vocabulaire, de grammaire, ou de temps (par exemple, l'enquêteur peut avoir la sensation qu'elle se trompe, ou qu'il lui est difficile de dire quelque chose) il faut éviter de la corriger ou de compléter ses phrases, puisque ceci pourrait entraîner un sentiment d'insuccès et diminuer sa motivation et ses efforts pour continuer à apporter des précisions sur ce qui est arrivé.

- *Le rythme* : Comme on l'a déjà dit, dans une conversation avec une personne handicapée, les temps sont différents. Pour cette raison, il faudra prendre en compte un délai supplémentaire afin que la personne puisse dans un premier temps analyser la question, et dans un deuxième temps, formuler une réponse qui lui prendra éventuellement plus de temps. Il faudra avoir de la patience si la personne répond doucement, en évitant de l'interrompre. On devra aussi fournir un temps supplémentaire entre la réponse de la personne et la question suivante afin de lui permettre d'apporter plus de précisions.
- *La confusion* : Souvent, le langage de la personne handicapée est confus. Si on sait que l'enquêteur doit prendre un soin particulier pour s'assurer que la personne auditionnée a bien compris ce qui lui est demandé, de la même manière, l'enquêteur qui recueille les déclarations ne devra jamais laisser croire qu'il a compris une chose alors que ce ne serait pas les cas. On ne doit pas craindre de poser plusieurs fois les questions jusqu'à ce que le message soit parfaitement intégré. La personne qui conduit l'entretien ne devra jamais laisser penser au témoin que celui-ci est responsable d'une erreur de compréhension. C'est pour cette raison qu'il appartiendra toujours à l'enquêteur d'utiliser les mots adoptés pour prendre cette erreur à son compte ("pardon, aujourd'hui je suis un peu lourd", "Tu pourrais me répéter ce que tu as dit? je suis confus...")
- *L'insécurité* : Il est très fréquent qu'à cause des liées à une bonne compréhension de la situation en cours, et pour exprimer ce qu'ils ont vécu, elles ne se montrent pas sûres de leurs réponses. Cette insécurité peut les porter, en fonction d'une attitude inappropriée de la part de l'enquêteur, ou à cause d'une mauvaise formulation des questions, à répondre sous l'influence de la désirabilité sociale et de l'acquiescement.

- *La désirabilité sociale* : Présente chez presque toutes les personnes handicapées. Elle se rapporte à la tendance à répondre exclusivement pour donner satisfaction à l'enquêteur, indépendamment du fait que soit vrai ou fausse.
- *L'acquiescement* : Il se rapporte à la tendance à répondre "oui", en suivant la même ligne que la question ou en fonction de la chronologie de son contenu : C'est-à-dire, en se référant à la première ou à la dernière partie de la question. A cet égard, il faut se rappeler que, précisément à cause de la propension de ces personnes à répondre de façon acquiescente, il est spécialement important d'être très prudent au moment de formuler les questions et de réagir à ses réponses. Nous donnons un exemple : Une personne très quiescente, à la question " alors tu étais dans le salon?" va répondre "oui", au vu de la formulation de cette dernière. Cette question pourrait également être mal posée car elle contient une information quant au lieu que la personne entendue n'a pas eu l'occasion de verbaliser. Dans un autre exemple, "tu étais dans le salon, dans ta chambre ou dans la salle à manger?", la personne peut répondre "dans le salon" (par un effet de primauté) ou "dans la salle à manger" (par un effet de récence) : il se peut également qu'elle n'ait été dans aucune des deux pièces.

Devant les particularités présentées dans son discours par la personne handicapée, on doit appliquer les adaptations suivantes dans la communication :

1. Maintenir une attitude d'écoute active :

La communication avec une personne handicapée doit se caractériser par une attitude d'écoute active, qui donne de la sécurité à la personne entendue. Cette attitude peut se démontrer au travers des interventions verbales brèves (par exemple, "je vois", "hum" ou "oui") et interventions non verbales (par exemple, mouvement de tête, position du corps ou mains ouvertes). Souvent, quelques indications pour réussir à avoir l'attitude d'écoute requise dans ce contexte :

- Se montrer légèrement empathique. C'est-à-dire, ne pas faire de gestes de préoccupation, de surprise, de regret, d'inconfort, ou éviter de manifester n'importe quelle autre émotion qui puisse conditionner la réponse de la personne entendue, s'il se rend compte que cela est en train de nous affecter, il pourrait, inconsciemment, changer sa façon de raconter les faits).

- Paraphraser quelqu'une des informations données, peut aider à la personne entendue à avoir la sensation qu'elle est écoutée.
- Faire de brefs commentaires sur ce qui est dit, fréquemment, mais sans couper sa libre narration. Lorsque la personne s'arrête de parler, faire un résumé de façon à s'assurer que l'enquêteur et la personne entendue se sont bien compris. Il est important que la personne handicapée raconte les faits avec la permission explicite de corriger l'enquêteur lorsqu'il se trompe lors de la narration.
- Un effort particulier devra être fait pour que les mots utilisés aient bien la signification qu'ils doivent revêtir en fonction des termes propres à la personne affectée d'un HM.

2. Adapter le type de questions:

Si on a détecté chez la personne entendue un besoin de désirabilité sociale, il conviendra alors de s'astreindre à poser les questions de la manière la plus ouverte que possible et ce afin d'éviter des questions trop suggestives ou « dichotomiques ».

L'acquiescement est corrélé avec le quotient intellectuel, la mémoire et les aptitudes à communiquer. Cela nous entend que plus le handicap est lourd, plus il est difficile à la personne de communiquer, et plus le risque d'obtenir une réponse quiescente est grand. Lorsqu'en travaille avec des personnes handicapées ayant des niveaux de communication bas, on risque de formuler des questions fermées constamment et, en conséquence, les déclarations obtenues seront plus soumises aux phénomènes déjà décrits. Il y a lieu de souligner qu'une personne présentant une propension à l'acquiescement peut tout à fait se rappeler en détail un fait réel vécu dans le passé. De la même manière, il ne faut pas déduire d'un tel comportement que l'intéressé soit disposé à l'affabulation, laquelle n'a pas de lien direct avec la capacité intellectuelle, la mémoire ou encore la propension à l'acquiescement.

Comme constatation, il faut insister sur le fait que devant des questions ouvertes, posées à des personnes handicapées, il n'y a pas de différence significative par rapport à la population normale en ce qui concerne la précision des souvenirs et que, dans un contexte légal elles peuvent apporter des informations précises et remarquables sur les événements qui se sont déroulés.

3. Adapter le système de communication :

Dans le cas où la personne handicapée a des problèmes pour exprimer verbalement quelque chose qu'elle veuille raconter, on pourra utiliser des systèmes alternatifs de communication, comme des sons, des gestes, l'écriture, le dessin, les pictogrammes ou tout ce qui aide la personne à communiquer de manière satisfaisante. L'enquêteur doit prendre le temps nécessaire pour arriver à comprendre la façon idiosyncrasique que la personne entendue a pour communiquer et chercher les moyens nécessaires à une bonne compréhension.

3. Employer un langage simple et direct :

Les limitations d'attention des personnes handicapées peuvent faire qu'elles se perdent si on formule des phrases excessivement longues. Il est important que l'enquêteur expose dans chaque phrase une seule question, en usant à chaque instant de phrases courtes.

Les personnes handicapées présentent des difficultés pour élaborer des concepts abstraits ou peu concrets, et pour cela on devrait employer un vocabulaire compréhensible, en évitant les termes techniques, les concepts abstraits, les métaphores, les phrases avec des doubles sens et des doubles négations.

Les formulations verbales subordonnées et conditionnelles génèrent beaucoup de problèmes de compréhension chez les personnes handicapées. C'est pour cela que l'on recommande l'usage de formes simples et actives pour poser des questions. Par exemple, la question "Est-il possible que ce soit ce monsieur qui est ami de la famille ?" sera difficile à comprendre. Pour cela, ce serait mieux de la reformuler en plusieurs questions : "Ce monsieur est ami de la famille ?", "C'était ce monsieur?" . . .

5. Prêter attention au langage non verbal :

Un composant fondamental de toute communication est le langage non verbal. Dans la communication avec des personnes handicapées, le langage non verbal a une importance spéciale, et il faudra prêter spéciale attention à maintenir un contact visuel approprié. Regarder dans les yeux la personne avec laquelle on parle augmente la sensation d'écoute et facilite le dépistage de la déconcentration ou de l'agitation. Il faut prendre en compte le fait que certaines personnes se sentent terriblement intimidées lorsqu'une autre personne les regarde directement dans les yeux, spécialement celles avec un trouble du spectre autiste. D'où l'importance de recueillir toute information

préalable sur le type d'handicap et ses caractéristiques comportementales, en s'adressant aux membres de la famille et aux principaux soignants. Il faudra s'intéresser aux particularités énoncées dans l'annexe 1 où se trouvent commentés les différents troubles et syndromes susceptibles d'affecter une personne handicapée mentale.

Résumé :

Avant d'avoir un entretien avec une personne handicapée, on doit connaître les particularités qu'elle présente en matière de communication :

- ❖ Présence de contradictions (ce qui ne signifie pas qu'elle soit en train de mentir) ;
- ❖ Présence de nombreux silences et besoin de plus de temps pour formuler ses réponses ;
- ❖ Rythme plus long du discours ;
- ❖ Confusion dans le langage ;
- ❖ Important sentiment d'insécurité ;
- ❖ Plus grande tendance à la désirabilité sociale ;
- ❖ Tendance à l'acquiescement.

Devant ces particularités, on recommande :

- ❖ De Maintenir une attitude d'écoute active ;
- ❖ D'adapter le type de questions, en évitant les questions fermées le plus possible ;
- ❖ D'adapter le système de communication ;
- ❖ D'employer un langage simple et direct ;
- ❖ De prêter attention au langage non verbal.

4.2.2. La préparation de l'entretien.

Aucun entretien ne doit être réalisé sans préparation préalable. Une personne atteinte d'un handicap mental ne pourra se sentir à l'aide au cours d'une audition que si elle bénéficie d'un environnement favorable aussi bien physiquement que psychiquement. Raison pour laquelle il convient de prendre en compte les aspects suivants :

- Le lieu de l'entretien:

Lorsque cela sera possible, il sera plus agréable pour la personne entendue de voir l'audition se réaliser dans un lieu qu'elle connaît. C'est la raison pour laquelle il est conseillé à l'enquêteur de se déplacer jusqu'à l'utilisation ou au lieu de résidence de la personne handicapée, et ceci chaque fois que cela ne constituera une entrave pour l'enquêteur ou son groupe. Ce lieu devra réunir les caractéristiques suivantes :

- Être exempt de stimuli susceptibles de provoquer des interruptions ou des distractions ;
- Il ne doit pas réveiller de sentiments de peur ou d'intimidation (c'est pour cela que, dans les cas d'abus ou de mauvais traitements en milieu familial, il sera préférable de chercher un environnement confortable qui corresponde aux caractéristiques souhaitables en dehors du foyer) ;
- Il doit être disposé de telle sorte que chacun puisse se mouvoir sans difficulté. Dans certains cas il conviendra de prévoir, en évitant les barrières physiques qui pourraient gêner l'accessibilité ;
- Les sièges doivent être confortables pour faciliter de bons niveaux d'attention de la personne auditionnée.

- Les temps de l'entrevue :

- Heure : Certaines personnes handicapées sont extrêmement rigides avec leurs horaires, et il sera fondamental de planifier avec suffisamment de temps l'entretien et le communiquer de façon anticipée. De cette façon, on évitera de casser les schémas de la personne et de commencer l'entretien avec de mauvaises prédispositions.

- Durée de l'entretien : Les personnes handicapées mentales ont besoin de plus de temps pour répondre aux sollicitations extérieures. Chez elles, le temps de compréhension est toujours plus long, tout comme le temps nécessaire pour la constitution d'un raisonnement ou l'élaboration d'une réponse. Toute audition prise dans ces conditions prendra donc plus de temps que pour une déclaration normale lors d'une enquête de Police.
- Repos : Les phénomènes de fatigue et de faute de concentration sont plus habituels chez certaines personnes handicapées. C'est pour cela qu'il conviendra de planifier plus de repos par rapport à des personnes sans HM. Il faudra prendre en compte le fait que beaucoup de personnes ne sont pas habituées à solliciter un repos. Lorsque l'enquêteur détectera un signe de fatigue ou une perte de concentration, c'est à lui qu'il appartiendra de proposer la pause. L'enquêteur pourra convenir à l'avance d'un code ou d'un signal qui permettra à la personne entendue de solliciter une période de repos. La pause ne sera jamais utilisée comme moyen de récompense pour avoir reconnu un certain nombre de faits.

- Les participants à l'entretien :

L'entretien sera dirigé par une seule personne, entraînée dans ce domaine, qui devra travailler avec l'aide d'un collaborateur qui ne parlera pas, ni ne posera aucune question à la victime, surtout en ce qui se rapporte aux faits objets de l'enquête. Ce collaborateur sera chargé de l'enregistrement, il suivra l'entretien en s'assurant qu'il ne reste aucun aspect à explorer. Il pourra passer des notes à l'enquêteur principal sur des faits ou questions complémentaires, ou des suggestions pour aborder des thèmes déterminés.

Bien que la règle générale prescrive l'absence de la famille et d'autres adultes de l'environnement de la personne entendue pendant l'entretien, il conviendra d'être flexible sur ce point. L'état général de la personne handicapée (par exemple des problèmes d'anxiété) ainsi que sa façon de communiquer (par exemple des problèmes d'articulation ou de compréhension du langage) seront des facteurs qui permettront un tiers, familial ou professionnel, puisse assister à l'entretien. Dans ces cas, on demandera expressément à l'accompagnateur qu'il n'intervienne pas à moins que cela ne lui soit demandé. Dans les cas dans lesquels on requière un "traducteur", ou la personne

“facilitateur” (voir annexe 2), il faudra le préparer avant l'entretien, en lui expliquant comment va s'organiser ce dernier en demandant le minimum d'intervention de son côté, et en expliquant l'importance de se limiter à traduire littéralement ce que dira la personne entendue, sans ajouter ou compléter l'information de son côté.

- Matériels à disposition pendant l'entretien :

Il est utile de disposer de matériels que la personne entendue puisse toucher et manipuler, comme des feuillets, peintures, ou même des jouets (ceci seulement dans le cas des mineurs handicapés). De cette façon, cela facilitera la tâche, en diminuant l'anxiété de la personne et en facilitant la communication.

Cependant, il faudra prendre un soin spécial et ne pas surcharger l'espace de stimulations, car ceci pourrait affecter négativement la capacité d'attention de la personne handicapée.

On peut aussi, utiliser du matériel de soutien pour l'entretien, comme des photographies des personnes qui habitent dans sa maison, de son école, travail ou activités sociales, qui vont aussi servir d'aide pour établir la relation avec elle et faciliter la communication. Ce matériel sera fondamental lorsque la personne handicapée a des problèmes pour trouver les mots appropriés pour s'exprimer. Par exemple, s'il lui est difficile de s'expliquer avec des mots pour désigner un lieu, on pourra employer des photographies qui lui permettront de désigner le lieu en question.

- Autres égards en cas d'affectation sensorielle :

Lorsque la personne, en plus de son handicap mental, présente des problèmes de vision ou d'audition, nous devons envisager d'autres mesures :

- Si la personne a des difficultés sévères de vision, il est important d'attirer son attention avant de parler, par exemple, en disant son nom ou en touchant sa main ;
- Si la personne a des difficultés d'audition, il convient de se placer dans un endroit à partir duquel la personne puisse voir la bouche et le visage de l'enquêteur. En cas d'infirmité asymétrique, il faudra se placer du côté à partir duquel elle disposera de la meilleure écoute. S'assurer aussi que la personne porte son appareil auditif et que celui-ci fonctionne. S'assurer

également d'attirer son attention avant de commencer à parler, par exemple, en touchant sa main ou son bras.

Dans certains cas, elle devra raconter les faits avec l'aide d'un interprète pour être sûr que la communication est satisfaisante. Les pictogrammes serviront aussi (concepts reflétés dans des dessins qui s'utilisent comme langage alternatif) ou langage de signes, si l'une de ces méthodes est une forme de langage habituel de la personne entendue.

Résumé :

Tout entretien commence avec une phase de préparation visant à créer le contexte idoine, et pour cela, on envisagera les aspects suivants :

- ❖ Le lieu, plaisant, exempt de distraction et approprié pour les mouvements de la personne auditionnée et l'enregistrement ;
- ❖ Les temps : ils tiendront compte des horaires de la personne, de la durée de l'entretien et des temps de repos nécessaires ;
- ❖ Les participants : une seule personne dirigera l'entretien avec l'aide d'un collaborateur chargé de l'enregistrement. On permettra la présence de facilitateurs ou de professionnels connus par la personne ;
- ❖ Les matériels à disposition : ils doivent servir comme soutien pour la personne ;
- ❖ Autres égards spéciaux en cas d'affectation sensorielle.

4.2.3. Le début de l'entretien.

Il faut prendre en compte le fait que les thèmes qui vont être traités au cours de l'entretien policier seront difficiles pour l'intéressé. C'est pour cela qu'il est de vitale importance de mener à terme une première phase du contact avec l'objectif de créer une relation de confiance et un bon climat qui permette à la personne handicapée d'être tranquille pendant l'entretien, ce qui l'aidera à minimiser l'impact émotionnel de l'entretien et à obtenir une bonne qualité du témoignage. En plus, comme on l'a déjà exposé, cette phase doit servir à l'enquêteur comme une première prise de contact pour connaître la façon dont s'exprime la personne handicapée et vice versa.

On recommande l'enregistrement audiovisuel de l'entretien, afin d'obtenir une reproduction fidèle de ce que dit la personne entendue et de comment il le dit. De cette façon, on pérennisera le témoignage dans le temps, l'enregistrement pourra être étudié postérieurement (par les propres enquêteurs, et par des experts légistes), et pourra éviter que la personne handicapée ne doive témoigner de nombreuses fois devant différentes acteurs du procès pénal. Naturellement, avant d'enregistrer, on devra obtenir le consentement informé de la personne auditionnée ou de quiconque assurant sa tutelle ou sa curatelle. Il conviendra d'offrir aux intéressés une information suffisante pour leur permettre de reconnaître la pertinence et l'utilité de ces enregistrements.

Ci-dessous sont formulées quelques recommandations à prendre en compte au moment de conduire l'entretien avec des personnes affectées d'un HM.

- Thèmes neutres : Consacrer un temps certain pour créer une bonne relation interpersonnelle. Il est très recommandé de montrer de l'intérêt pour les loisirs de l'intéressée, ses réussites, ses habitudes, sa famille ou ses collègues. L'objectif est d'essayer qu'elle s'installe confortablement en parlant de son environnement et de ses activités. On mettra en valeur la personne en s'attachant à donner de l'importance à ce qui lui est cher.
- S'il présente des réticences au moment de parler de lui même, l'enquêteur pourra commencer à lui parler de lui, en profitant de quelques points en commun, comme des loisirs ou autres caractéristiques en fonction de l'information qui aura été recueillie préalablement (par exemple, "je vois que tu aimes le PSG,

quel hasard, moi aussi, et mon joueur favori est... quel est le tien ? Tu as vu la partie de l'autre jour ?”) ...

- Lui présenter le matériel de l'entretien et les raisons pour lesquelles il va être procédé à un enregistrement (par exemple, “Tu vois cette caméra? Comme nous intéressé ce que tu vas nous raconter, nous préférons l'enregistrer pour ne pas devoir écrire, qu'est-ce que tu en penses? Ainsi on n’oublie rien de ce que tu nous racontes”).
- Ne pas mentionner encore dans cette phase le thème du délit proprement dit. Mais si spontanément l'interviewé le mentionne, ne pas l'éviter, et continuer à parler de cela naturel, en suivant à partir de ce moment les recommandations relatives à la prise de contact. Certaines personnes handicapées se montrent nerveuses de raconter trop vite ce qui leur est arrivé, les faits objets de l'enquêteur ; dans ce cas, il sera contre-productif d' allonger cette phase préalable et on suivra le rythme de la personne entendue, en abordant l'événement en question, tout en s'assurant que la relation interpersonnelle se déroule aux mieux pendant tout l'entretien.
- Bien faire comprendre à la personne handicapée que bien qu'une série de questions va lui être posée, toutes les réponses qu'elle donnera vont être valables. Rendre explicite qu'il n'existe pas de réponses bonnes ni de réponses ratées permettra à la personne handicapée de répondre d'une façon plus libre, et ainsi éviter les effets d'acquiescement et de désirabilité sociale déjà mentionnés.
- Il est important de démontrer et d'enregistrer les éléments qui permettent de constater que la victime distingue de façon adéquate entre vérité et mensonge. Pour cela, il convient de se servir d'exemples sur des événements qui sont arrivés ou non, et qu'elle dise si c'est une vérité ou un mensonge (par exemple, “toi et moi nous avons joué aux petits chevaux?”).
- Nous devons aussi leur offrir l'occasion explicite pour dire “je ne sais pas” ou “je ne me rappelle pas”, en mettant comme exemple une information qu'elle ne connaît pas ou de laquelle elle ne se rappelle pas (par exemple, le nom de l'enquêteur ou le repas qu'il a mangé un jour comme aujourd'hui, mais il y a un an).
- À la fin de la phase d'introduction il faudra expliquer le motif de l'entretien (Par exemple : Nous aimerions parler un peu avec toi, pour mieux te connaître, pour

que tu nous racontes de choses qui te concernent. Nous souhaiterions te poser des questions à propos d'événements qui te sont arrivés...).

Avant de commencer à aborder les faits objet de l'enquête, il est important que la personne comprenne le but ultime de l'entretien.

Résumé :

Dans la première partie de l'entretien, le plus important est de créer un climat de confiance et de sécurité. Pour cela, on recommande :

- ❖ De commencer en parlant de thèmes intéressant la personne auditionnée ;
- ❖ Si elle montre des réticences, faire appel à des points communs entre elle et l'enquêteur à travers de ses expériences personnelles ;
- ❖ Présenter les matériels qui seront utilisés pendant l'entretien ;
- ❖ Ne pas mentionner dans cette phase l'événement objet de l'enquête ;
- ❖ Bien faire intégrer à la personne auditionnée qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse ;
- ❖ Éclaircir la différence entre vérité et mensonge ;
- ❖ Offrir l'occasion de dire "je ne sais pas" ou "je ne me rappelle pas" ;
- ❖ A la fin de l'introduction, expliquer le motif de l'entretien.

4.2.4. Aborder les faits objets de l'enquête.

La façon d'aborder l'événement est cruciale pour l'obtention d'une bonne déposition. Avant de passer concrètement aux faits, on recommande d'anticiper et de poser à la personne les questions suivantes :

- Il faut prendre en compte le fait qu'en de nombreuses occasions les personnes handicapées croiront que l'enquêteur connaît d'avance ce qui s'est passé. Ce dernier devra donc expliquer clairement qu'il n'était pas présent lorsque les faits se sont déroulés et qu'en conséquence il ne sait pas ce qui lui est arrivé.
- Il sera parfois opportun que l'enquêteur aide la victime à déculpabiliser afin que ce dernier n'ait pas le sentiment d'avoir fait quelque chose de mal. ("Nous allons parler de choses qui sont sûrement difficiles pour toi, mais l'important c'est que tu n'as rien fait de mal; tu n'es pas fautif. Nous sommes ici seulement pour déterminer ce qui s'est réellement passé et essayer de t'aider").
- Il convient d'expliquer à la personne qu'il va y avoir des questions difficiles, et lui donner l'occasion de parler en confiance. Tout au long de l'entretien, on devra sûrement aborder des thèmes tabou (comme par exemple de comportements sexuels lorsque c'est l'objet du délit) que la personne handicapée a pu apprendre à éviter ou nier. C'est pour cela qu'il est très important de lui offrir l'occasion explicite d'en parler. On peut aussi leur donner l'occasion de se soutenir par l'écriture ou le dessin. ("Je sais que ceci est très difficile pour toi...comment pourrions nous faire pour que cela soit plus simple ?").

Après la phase d'introduction, on demandera à la personne handicapée qu'elle fournisse, avec ses propres mots, un récit de ce qui est arrivé, sans suggérer le thème de conversation (par exemple, "Tu sais pourquoi nous sommes ici?", "Il y a quelque chose que tu veuilles nous/me raconter?", "Nous sommes venus parler avec toi pour que tu nous racontes une chose qui t'est arrivée", "Nous sommes venus parler de quelque chose que tu as déjà raconté à quelqu'un").

On doit tenir compte du fait que la fonction principale de l'enquêteur est de faciliter le récit et pas d'interroger. Il est essentiel à ce stade de ne pas poser beaucoup de questions dans la partie initiale de l'entretien, puisque c'est beaucoup mieux d'obtenir l'information de la façon la plus spontanée et non contaminée si possible. Il conviendra

d'avoir recours à des formules facilitatrices (par exemple, "Est-il arrivé quelque chose de plus?"; "Cette partie que tu m'as racontée m'intéresse beaucoup que peux-tu me dire de plus?"; "Tu peux me le raconter autrement pour que je le comprenne mieux?"). Si elle se sent mieux, elle pourra s'expliquer en écrivant ou en dessinant ce qui est arrivé, ou en s'aidant au moyen des photos, de références de lieux, etc.

Il est fréquent que les personnes handicapées commencent à raconter des aspects périphériques au début et sans aborder les thèmes centraux des faits jusqu'à ce qu'elles se trouvent préparées ou en confiance. Il est très important de ne pas commencer à leur demander immédiatement des précisions sur ces aspects centraux, mais on recommande de suivre leur rythme, les pauses, même celles qui sont longues, et les silences. Comme on l'a déjà commenté antérieurement, il est très important de respecter le discours des personnes handicapées, sans les interrompre. Le contraire pourrait supposer une perte d'information sensible. Il y a en plus le risque que la personne ne soit plus capable de récupérer son discours de façon spontanée.

On devra proposer des soutiens tout au long de tout l'entretien, surtout lorsqu'il s'agit d'aborder les thèmes les plus délicats ou difficiles, et ce afin de faciliter la narration (Par exemple : "Dis moi comment je peux t'aider pour que tu m'expliques mieux ceci?", "Tu crois que tu pourrais m'en raconter plus?", "Il y a une autre façon de m'expliquer ce que tu me racontes?"). Il sera aussi important de ne pas manifester de forme verbale ni non verbale l'approbation ou la désapprobation vis-à-vis de l'information qu'elle est en train de fournir.

L'entretien doit se prolonger tout le temps nécessaire, jusqu'à réussir à obtenir de la personne entendue la plus grande quantité possible d'informations. Comme lors de n'importe quel entretien en matière criminelle, il faut réussir à avoir une idée très claire de qui est l'auteur, quels sont les faits commis, qui sont les victimes, quand, où, combien de fois, comment et avec quoi, avec tous les détails possibles.

Si malgré avoir procédé avec des pauses fréquentes on note une fatigue ou inquiétude significative de la personne entendue, on peut reporter l'entretien à un autre moment, en convenant avec elle des conditions dans lesquelles le contact sera repris.

Bien que l'on travaille avec une personne handicapée, il conviendra d'aborder l'entretien ou travers de la libre narration. Solliciter une narration libre peut être une

situation nouvelle pour la personne entendue parce qu'elle aura peut-être l'habitude que ses interlocuteurs contrôlent et dirigent les conversations. Pourtant, il y aura des occasions dans lesquelles on ne pourra pas éviter de formuler des questions. La façon de les formuler déterminera le type de réponses qui en découle. C'est pour cela que les meilleures questions seront celles qui permettront d'obtenir des réponses précises avec le moins de distorsion possible et sans interférer dans les souvenirs de la personne entendue. L'ordre des questions à poser pourrait se présenter comme suit :

1. **Narration libre :** Obtenir l'information sans forcer la personne entendue ni diriger ses réponses: "Tu pourrais me raconter avec tous les détails que tu pourras ce qui s'est passé?"
2. **Questions ouvertes :** Éclaircir le plus possible l'information fournie par la personne: "Tu m'as dit qu'il était en train de parler avec toi dans le parc..., Peux-tu m'en raconter plus ?
3. **Questions fermées :** Elles doivent être posées, en fournissant si c'est possible plus de deux alternatives de réponse: "Lorsque tu dis qu'il t'a touché avec "cela", Tu veux dire avec la main, avec un crayon, avec une règle...?" Tu pourrais m'en raconter plus là-dessus ?"

Les questions doivent être équilibrées, en répétant la question et en alternant les options de réponse pour pouvoir estimer si celle-ci est sujette à des phénomènes d'acquiescement ou de désirabilité sociale.

Résumé :

L'objectif de cette phase est de faciliter, pas d'interroger, et pour cela la personne qui conduit l'audition :

- ❖ Déculpabilisera, rendre explicite la possibilité de parler de thèmes tabou (comme le sexe si c'est l'objet de l'enquête) et il anticipera l'existence de questions difficiles ;
- ❖ Expliquera à la personne handicapée qu'il n'était pas présent au moment des faits et qu'il ne sait donc pas ce qui est arrivé ;

- ❖ Demandra qu'elle lui raconte tout de ce dont elle se rappelle à travers la narration libre ;
- ❖ Respectera la façon de raconter les faits de la personne entendue, sans l'interrompre ;
- ❖ Utilisera de préférence des questions ouvertes ;
- ❖ Sera flexible avec les besoins de l'intéressé, en veillant à effectuer les pauses nécessaires, voire à reprendre l'entretien dans des jours suivants.

4.2.5. Clôture de l'entretien.

Avant de terminer l'entretien on doit reprendre la déclaration pour vérifier son contenu fidèle aux déclarations recueillies. Pour cela, on réalisera une relecture, en donnant l'occasion à la personne entendue de corriger, d'élargir ou de supprimer un passage, et en vérifiant que tout a bien été compris. On pourra formuler de nouvelles questions, sur des aspects qui restent à éclaircir, en les faisant le plus ouvertes possibles. Également, pendant la phase de clôture, il est fondamental d'offrir l'occasion à la personne entendue d'exprimer ses doutes ou ses inquiétudes.

L'objectif de la relecture est de diminuer, dans la mesure du possible, l'impact émotionnel qu' a pu engendrer l'entretien, et donc on doit terminer la conversation avec un thème neutre ou plaisant pour l'intéressé. L'entretien doit se finir avec un ton émotionnel positif. Même si la personne handicapée a fourni peu d'information, elle ne doit pas rester avec la sensation qu'elle n'a pas aidé ou qu'elle a failli : il faudra toujours la remercier pour l'effort et la collaboration prêtée.

Finalement, on lui offrira le moyen de recontacter l'enquêteur, au cas où elle viendrait à se rappeler de plus de choses, ou si elle avait des doutes et voudrait parler à nouveau avec lui. Si on lui a promis quelque chose pendant l'entretien, afin de favoriser sa collaboration, on n'oubliera pas de l'accomplir (par exemple, aller se promener, réaliser ensemble quelque activité, qu'elle évoque ses réussites, etc.).

Résumé :

- ❖ Reprendre l'information obtenue, et offrir la possibilité d'exprimer les doutes et inquiétudes ;
- ❖ Terminer sur un thème agréable ;
- ❖ Toujours remercier de l'effort fourni ;
- ❖ Offrir un moyen pour recontacter la personne ayant conduit l'audition.

CHÂPITRE 5.

GUIDE DE BONNES PRATIQUES POUR LES PRÉSENTATIONS DE SUSPECTS AVEC DES PERSONNES HANDICAPÉES.

Comme on a vu dans de nombreuses enquêtes, les personnes handicapées pourraient présenter plus de difficultés en essayant d'identifier des personnes non familières lors d'une présentation de suspect à témoin. On ne peut pas généraliser, en affirmant que toutes présentent ces difficultés. Pour minimiser les possibles erreurs, nous devons mettre en place des types d'adaptations : la première concerne la présentation de suspect à témoin et la deuxième porte sur le type d'instructions que l'on donne à la personne.

À l'égard du format de présentations de suspect à témoin, on recommande que dans le cas des témoins ou des victimes handicapées, on utilise un format simultané.

Lorsqu'il y a pluralité d'auteurs, il est recommandé de recourir à une « présentation simultanée » de ces derniers à la victime ou au témoin lorsqu'il s'agit d'une personne handicapée. En effet, bien que cette procédure ne soit pas conseillée lorsqu'il s'agit d'interroger des personnes sans handicap, la « présentation simultanée » se trouve dans une telle hypothèse opportune dans la mesure où elle évite les problèmes liées à la perte de concentration fréquemment rencontrée chez les personnes handicapées. Cela évitera également le problème lié au désir d'acquiescement dont nous avons déjà parlé.

D'autre part, il est démontré que dans le cas de mineurs, il est plus efficace d'utiliser les présentations de photographies parce qu'elles minimisent les effets négatifs de l'anxiété provoquée par le fait de penser que l'on va voir de nouveau un agresseur. Bien qu'il n'y ait pas d'études dans ce sens avec les personnes handicapées, on recommandera d'utiliser des photographies au lieu de recueillir à une présentation physique de suspect à témoin.

C'est le type d'instructions qui sont données aux témoins ou victimes handicapées qui est le plus susceptible d'affecter l'exactitude de leur déclaration au moment de la reconnaissance d'un éventuel suspect. De mauvaises instructions pourraient laisser penser que l'auteur du délit se trouve présent et que la victime ou le témoin doivent l'identifier : ce qui pourrait augmenter le risque d'erreur. En effet, il conviendra de donner des instructions très claires en avertissant qu'il est possible que

l'auteur ne soit pas présent au moment de la présentation. Des instructions imprécises pourraient conduire le témoin ou la victime à se forcer pour reconnaître l'auteur des faits, créant ainsi de fausses alarmes. Il conviendra d'attirer l'attention de témoins ou des victimes sur l'importance de la reconnaissance et sur les conséquences qu'elle peut engendrer. De la même manière, il conviendra de leur permettre de verbaliser leurs doutes de manière explicite.

Une fois ceci posé, il est recommandé de ne pas adopter une procédure trop rigide au prétexte qu'elle serait la plus adaptée, mais d'analyser les conditions spécifiques et d'adapter la procédure à la personne avec laquelle on travaille.

5.1. Règles pour la présentation d'un suspect à témoin.

Le recueil du témoignage des personnes handicapées, victimes ou témoins, oblige à prendre en considération la nécessité de modifier les règles en vigueur applicables aux personnes sans handicap. C'est la raison pour laquelle il sera possible d'appliquer les principes de base ci-après énoncés à toutes les personnes y compris aux personnes handicapées tout en restant attentif aux modifications nécessaires qui leur sont propres et présentées en fin de section.

Notions de base :

1. Une présentation de suspect à témoin n'a de valeur que si l'agresseur était préalablement inconnu du témoin ;
2. Le témoin ne devrait pas avoir eu de contact avec le suspect entre la commission du délit et l'identification, que ce soit directement ou par le biais de moyens de communication ;
3. On ne devrait pas envisager l'identification du témoin comme unique preuve de la culpabilité de l'auteur ;
4. On ne devrait pas prendre en considération les identifications réalisées à l'issue d'un laps de temps trop important, et encore moins lorsque l'apparence du suspect a changé ;
5. Aucun témoin ne devrait essayer d'identifier un suspect plus d'une fois ;
6. On ne devrait pas prendre en considération l'identification d'un témoin lorsque celui-ci a déjà réalisé une identification erronée ;
7. Pour éviter des erreurs, lorsque cela sera possible, les preuves d'identification devront être présentées par des personnes qui ne savent pas qui est le suspect.

Description préalable du suspect :

8. Avant une présentation de suspect à témoin, ces derniers devraient décrire verbalement les suspects ;
9. S'il n'y a pas de description préalable du suspect, on devra estimer avec prudence la valeur de l'identification réalisée lors de la présentation ;
10. Les descriptions préalables devront être jointes aux rapports d'identification ;
11. Le témoin dont la description préalable ne concorde pas avec l'apparence du suspect ne devrait pas participer à la présentation.

Identification sur photographie :

12. Le témoin qui a préalablement vu des photographies du suspect ne devrait pas prendre part à reconnaissance ;
13. Si on peut réaliser une présentation de suspect à témoin, cela sera préférable à l'identification sur photographie (ce principe ne s'appliquera que pour les personnes sans handicap mental);
14. Avant qu'un témoin ne prenne part à une présentation, on devrait lui demander s'il a déjà vu le suspect en photo ;
15. Les albums utilisés pour les identifications photographiques devraient être conservés sans altération de leur contenu et de leur composition.

Composition d'une présentation :

16. Une présentation sur pied ou sur photographie ne devrait pas inclure plus d'un suspect ;
17. Si il y a plusieurs d'agresseurs ou suspects, il ne devrait seulement y en avoir qu'un par présentation. Les mêmes participants (qui ne soient pas le suspect) ne doivent pas participer à d'autres présentations ;
18. Le nombre idéal de personnes participant à une présentation devrait être de 6 ;
19. On ne devrait pas considérer valable une présentation avec une seule personne ;
20. Aucune des personnes présentes ne devrait présenter d'indices qui permettraient à un témoin de le signaler ou de l'écarter par simple divination ;
21. Étant donné que cela viole les règles antérieures, on ne devrait pas envisager comme valable l'identification de l'accusé faite au moment du jugement ;
22. Tous les personnes participant devraient se présenter en respectant les caractéristiques et les descriptions faites par les témoins ;
23. Les descriptions préalables qui ne correspondent pas au suspect ne doivent pas être utilisées pour sélectionner les tiers ;
24. On devrait garder la trace de la composition des présentations, au moyen d'une photographie ou d'une vidéo ;
25. Toute altération de l'apparence physique des suspects ayant pu se produire depuis la commission du délit jusqu'à la présentation devrait être illustrée et un retour à l'origine réalisé lorsque cela est possible.

Témoins multiples :

- 26. Les identifications devraient toujours se pratiquer de façon individuelle, chaque témoin passant séparément ;
- 27. Les témoins ne devraient pas avoir de contact entre eux, ni avant, ni pendant les identifications ;
- 28. Dans le cas contraire, tout contact entre les témoins devrait faire l'objet d'un commentaire ;
- 29. Les témoins qui basent leurs identifications à partir d'informations transmises par autrui (y compris les médias) devraient être exclus ;

Instructions aux témoins :

- 30. Il conviendrait d'expliquer en détail au témoin la nature des instructions qui lui sont données ;
- 31. Au cours de la présentation de suspect à témoins, ces derniers devraient être invités à ne désigner que la personne qui correspond à la description verbale faite précédemment ;
- 32. On devrait informer le témoin du fait qu'il y a seulement un suspect dans la présentation. S'il y a plus d'un auteur, on devrait lui dire lequel des auteurs on lui demande d'identifier ;
- 33. Les instructions au témoin devraient insister sur le fait que la personne recherchée pourrait ne pas être présente lors de la présentation des individus sur pied ou en photographie ;

Des réponses du témoin :

- 34. On devrait évaluer toutes les tentatives d'identification, en justifiant les déclarations des témoins qui identifient quelqu'un et celles qui ne le permettent pas ;
- 35. On ne devrait pas donner aux témoins d'information relative au fait qu'il aurait désigné le suspect ou un tiers ;
- 36. On ne devrait pas accepter comme preuve d'identification la déclaration d'un témoin se basant seulement sur une ressemblance ;
- 37. On devrait enregistrer les manifestations de doutes exprimées par un témoin, qu'il désigne ou non l'auteur des faits.

5.2. Instructions spécifiques pour des personnes handicapées.

Dans le cas des personnes handicapées, au moment de réaliser une identification, il est fondamental qu'elles puissent déterminer ce que l'on attend d'elles, qu'elles puissent apprécier l'importance de leur témoignage et évaluer les conséquences de leurs erreurs. Si on doit en général éviter d'influencer les réponses des victimes et témoins, c'est encore plus vrai avec les personnes handicapées, lesquelles sont plus influençable et susceptible de prendre en compte une information donnée par un tiers.

Nous reproduisons ci-dessous quelques instructions type qui devront être adaptées à chaque cas.

“Maintenant, je vais te montrer un groupe de photographies de personnes. Tu dois me dire si la personne qui t'a accosté (ou qui t'a agressé) est l'une d'entre elles. Tu sais que les personnes changent leur aspect. Nous pouvons nous couper les cheveux, nous pouvons nous raser, porter des lunettes ou nous les enlever. Prends ceci bien en compte lorsque tu cherches la personne qui t'a accosté (ou qui t'a agressé). Les personnes que je vais te montrer sont toutes très semblables. Si tu n'es pas très sûr, il est très important que tu dises “je ne sais pas”. Il vaut mieux que tu dises “je ne sais pas” plutôt que tu inventes des choses. Je te recommande que tu t'arrêtes un moment sur chaque photographie, en le regardant bien. Il n'y a pas de hâte. Ne me réponds pas jusqu'à ce que tu aies regardé parfaitement toutes les personnes. Si tu ne vois pas la personne qui t'a accosté (ou qui t'a agressé) dis-moi “elle n'y est pas”. Si tu vois la personne qui t'a accosté (ou qui t'a agressé) dis-moi “oui elle y est”, lève-toi et montre du doigt la photo. Ne signale personne si tu n'es pas très sûr. Nous ne sommes pas pressés. Tu peux prendre tout le temps dont tu a besoin. Tu m'as bien compris ? Tu peux me répéter ce que j'ai dit?”

Résumé :

- ❖ Lorsqu'on travaille avec des personnes handicapées, le travail d'identification doit s'adapter au maximum ;
- ❖ Le format de présentation qui est recommandé avec des personnes handicapées est le simultané ;
- ❖ Les instructions données ont une énorme importance:

- Avertir de la possibilité du fait que le suspect ne se trouve pas présent ;
- Avertir des conséquences d'une mauvaise identification ;
- Permettre de façon explicite l'expression de doutes.

ANNEXE 1.

SYNDROMES LES PLUS COMMUNS ASSOCIÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES ET ÉGARDS SPÉCIAUX LORS DE L'AUDITION ET DE L'ENQUÊTE POLICIÈRE.

Source : Protocole d'Intervention Professionnelle avec des victimes souffrant d'un handicap mental de l'Unité d'Attention aux Victimes avec un Handicap Mental de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce.

1. LE SYNDROME DE DOWN

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Difficultés dans l'acquisition du langage, problèmes de prononciation.	Augmenter le temps lors de la prise de contact pour que la personne qui mène l'audition accommode son écoute à la manière de s'exprimer de la victime. Utilisation de langage simple et direct.
Traitement du langage lent et problèmes dans sa structuration.	Ces personnes montrent un niveau de compréhension majeur du réel. Il convient donc de s'assurer qu'elles nous comprennent.
Problèmes de consolidation de la mémoire.	Surtout pour les jeunes, les personnes avec S. de Down peuvent avoir des problèmes pour retenir des événements vécus. Prendre ceci en compte pour évaluer de possibles lacunes dans son audition.
Altérations de la vue et de l'audition.	S'assurer qu'elle utilise des lunettes, des lentilles et un appareil de correction de la surdité. Adapter les matériels aux difficultés de vision et d'audition.
Peu d'initiative.	A cause des difficultés pour prendre des initiatives, il peut être utile de l'aider à formuler sa réponse, bien qu'il conviendra de laisser toujours un temps pour que la personne le fasse par elle-même.
Tendance à la persistance de conduites propres et de résistance au changement.	Anticiper autant que possible les changements induits par notre intervention.
Difficulté pour indiquer avec précision des faits et des dates.	Elle pourra difficilement ancrer un événement passé dans le temps et dans l'espace. Utiliser des événements significatifs de la vie de la victime pour replacer l'événement dans le temps et l'espace, comme par exemple son dernier anniversaire ou quelque excursion réalisée.

Lenteur pour saisir l'information et y répondre.	Augmenter les temps des entretiens. Ne pas anticiper ses réponses. Respect des silences.
Difficultés dans la reconnaissance spatiale de lieux inconnus.	Prendre en compte ces difficultés pour situer un événement dans un espace déterminé.
Tendance à la démence lorsqu'elle est jeune.	Recueillir toute information sur des pertes récentes de capacités. La démence peut porter sur une perte de mémoire entre autres dégâts cognitifs.
Déficit dans la reconnaissance de visages inconnus.	Apporter une prudence spéciale lorsqu'il s'agit de procéder à la reconnaissance du supposé auteur si celui-ci était inconnu par la victime. Une erreur d'identification n'implique pas que l'événement ne soit pas arrivé.
Déficit dans le traitement d'expressions faciales.	Possibles erreurs dans l'interprétation des émotions des autres personnes : à prendre en compte au moment d'évaluer le témoignage.

2. LE SYNDROME DE RUBINSTEIN-TAYBI

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Difficultés dans le langage oral, la plupart des personnes concernées ne parlent pas.	Il va être terriblement difficile de communiquer verbalement avec la personne. Se servir de professionnels spécialisés en communication alternative, préférablement professionnels qui connaissent la personne puisqu'ils connaîtront sa façon particulière de s'exprimer.
Echolalies.	Sa tendance à répéter des mots ou phrases de son interlocuteur peut inciter à prendre les écholalies comme des réponses aux questions fermées. Attention à la formulation des questions. Attention à l'interprétation des réponses.
Attention basse.	Organiser l'entretien avec des temps de travail très courts (10-15 minutes) et des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si on la sent inquiète.
Trouble Bipolaire (avec Symptôme Psychotique) et Trouble Dépressif Majeur.	Solliciter le diagnostic d'un spécialiste en santé mentale et handicap intellectuel. Les troubles psychotiques et quelques troubles de personnalité peuvent être suivis de délires.
Problèmes de vue.	S'assurer du fait qu' il utilise des lunettes ou des lentilles. Adapter les matériels aux difficultés de vision.
Problèmes d'audition.	Recueillir toute information sur l'existence de ce type de problèmes. Les prendre en compte au moment d'évaluer l'entretien. Adapter le volume sonore.

3. LE SYNDROME DU CRI DU CHAT

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Strabisme, myopie, astigmatisme et anomalies dans l'iris.	S'assurer qu'il utilise des lunettes ou des lentilles. Adapter les matériels aux difficultés de vision.
Niveau de compréhension nettement supérieur au niveau d'expression (Bon fonctionnement avec communication alternative).	Le niveau d'expression de ces personnes peut conduire l'enquêteur à sous évaluer ses capacités de compréhension. Recueillir toute information sur des systèmes de communication alternative qu'ils manient déjà. Recourir à un interprète si cela est nécessaire.
Difficultés d'attention. Trouble par déficit d'attention et hyperactivité.	Prévoir l'entretien avec des temps de travail très courts (10-15 minutes) et des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si on la sent inquiète.
Altérations du rêve.	Recueillir toute information sur le rythme de rêve de la nuit préalable à l'audition. S'il s'avère que la personne n'a pas bien dormi, utiliser des temps plus brefs de travail en donnant plus d'espaces de repos.
Très réactifs à des stimulations externes.	Choisir un espace sans stimulation qui puisse déranger la victime tout au long de l'entretien, comme des bruits ou des stimulations visuelles.
Stéréotypes. Conduites auto lytiques.	Permettre à chaque instant que la personne réalise ses rituels et des conduites stéréotypées. Si on ne le permet pas, cela pourrait engendrer des niveaux élevés d'anxiété et des pertes de concentration.
Dégât de la mémoire à court terme.	Si la mémoire à court terme est affectée, nous devons intégrer la possibilité que la personne ne se rappelle pas avec richesse de détails l'événement dont il est question et qu'elle apporte seulement des détails concis (le manque de détails n'implique pas que la déclaration soit fausse).

4. LE SYNDROME DE SMITH-MAGENIS

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Problèmes de rêve.	Recueillir toute information sur le rythme de rêve au cours de la nuit préalable à l'entretien. S'il s'avère que la personne n'a pas bien dormi, utiliser des temps plus brefs de travail en donnant plus d'espaces de repos.
Faiblesse dans le traitement séquentiel.	Ne pas s'attendre à obtenir une exposition en séquence des événements, ni un comptage ni une présentation chronologique des événements.
Trouble avec déficit d'attention et hyperactivité.	Prévoir l'entretien avec des temps de travail très courts (10-15 minutes) et des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si on la sent inquiète.
Besoin d'attention constante.	Prêter une attention spéciale à la fin de l'entretien. Anticiper la séparation : la victime peut vouloir solliciter notre attention sous diverses formes.
Attaques de colère prolongée, agressivité.	Solliciter auprès de ses contacts habituels ou les professionnels les clés pour détecter la possible apparition de problèmes de conduite. S'ils ont commencé ou s'ils vont commencer, arrêter l'entretien et ne pas entrer en confrontation.
Résistance au changement dans ses routines.	Anticiper autant que possible les changements induits par notre intervention.
Auto-lésions.	Solliciter auprès de ses contacts habituels ou les professionnels les clés pour détecter la possible apparition de l'auto-lésion. S'ils vont commencer ou s'ils ont déjà commencé, arrêter l'entretien et ne pas entrer en confrontation.

5. LE SYNDROME VELOCARDIOFACIAL

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Difficultés de raisonnement abstrait.	Ne pas formuler des questions qui exigent une pensée abstraite pour élaborer la réponse. Ne pas attendre de réponses relatives à des concepts abstraits lors de sa déclaration.
Troubles des capacités visuospatiales.	Prendre en compte les difficultés pour situer un événement dans un espace déterminé.
Difficultés de concentration.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète.
Possible trouble mental.	Solliciter l'avis d'un spécialiste en santé mentale et handicap intellectuel. Les troubles psychotiques et certains troubles de la personnalité peuvent être suivis de délires.
Expression faciale rare.	Prendre en compte cette limitation au moment d'évaluer l'expression émotionnelle pendant la déclaration. Le niveau émotionnel peut ne pas correspondre aux faits relatés.
Impulsivité.	Reformuler les questions devant des réponses apparemment impulsives et prendre ces dernières avec prudence.
Attaques de colère.	Demander aux proches ou aux professionnels les éléments permettant de détecter la possible apparition de problèmes de conduite. S'ils ont commencé ou s'ils sont imminents, arrêter l'entretien et ne pas entrer en confrontation.
Persévérance.	Anticiper le plus possible les changements susceptibles de modifier l'intervention de l'enquêteur.
Repli social.	Importance de mener les auditions avec un nombre de personnes réduit et avec une présentation préalable par quelqu'un de familier.

Déficit en fonction d'exécution.	Intimement liée avec la mémoire à court terme. Si elle est affectée ne pas s'attendre à des relations d'intentionnalité ni de causalité dans les descriptions formulées.
----------------------------------	--

6. LE SYNDROME DE KLINEFELTER

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Difficultés de communication.	Utiliser un langage simple et direct. Donner des instructions claires afin d'obtenir des éclaircissements sur des interventions non comprises.
Dyslexie.	Prendre en compte la difficulté de compréhension du concept de droite et gauche.
Difficultés avec la lecture.	Éviter de donner des informations par écrit. Si c'est le cas, elles devront être adaptées.
Mémoire auditive immédiate affectée.	Difficultés à se rappeler les informations orales. Il est recommandé de répéter plusieurs fois les instructions et consignes nécessaires.
Insécurité et timidité.	Prendre plus de temps pour la prise de contact. Une timidité extrême peut engendrer un manque de détails dans leur témoignage.
Peu de capacité de jugement.	Difficultés pour évaluer les conséquences et motivations d'une action faite par une autre personne. Prendre cela en compte pour évaluer le témoignage.

7. LE SYNDROME DE WILLIAMS

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Problèmes d'attention et hyperactivité.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète. Reformuler les questions si les réponses paraissent impulsives.
Compréhension inférieure à expression.	Le niveau d'expression verbale de ces personnes est d'habitude assez élevé. Ceci peut laisser penser à l'enquêteur que son niveau de compréhension l'est aussi. Répéter plusieurs fois l'instruction afin que la personne puisse se faire expliquer ce qu'elle ne comprend pas. Utiliser un langage simple et direct.
Troubles des capacités visuospatiales.	Prendre en compte les difficultés pour situer un événement dans un espace déterminé.
Phobies et anxiété (Hyperacousie).	Recueillir des informations sur les stimulations qui provoquent de l'anxiété à la personne afin de les éliminer pendant l'entretien. Au début de l'audition, laisser du temps pour faire baisser le niveau d'anxiété. Les malades étant sensibles aux bruits, chercher un lieu adapté pour l'entretien sans bruit et son étrange.
Résistance au changement.	Anticiper le plus possible les changements susceptibles de modifier l'intervention de l'enquêteur.
Strabisme, myopie et hypermétropie.	S'assurer qu'il porte des lunettes ou lentilles. Adapter les matériels aux difficultés de vision.
Problèmes gastro-intestinaux.	Offrir des temps répétés pour pouvoir aller aux toilettes.

8. LE SYNDROME DE CORNELIA DE LANGE

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Difficultés dans la communication.	Utiliser un langage simple et direct. Répéter plusieurs fois l'instruction afin que la personne puisse se faire expliquer ce qu'elle ne comprend pas.
Stéréotypes et TOC.	Permettre à chaque instant que la personne réalise ses rituels et conduites stéréotypées. Ne pas le permettre induirait un niveau élevé d'anxiété et une perte de concentration.
Hyperactivité.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète. Reformuler les questions si les réponses paraissent impulsives.
Photophobie.	Éviter de réaliser l'entretien dans des espaces hautement lumineux. Demander à la personne si les conditions d'éclairage de la salle sont appropriées.
Timidité extrême.	Prendre plus de temps pour la prise de contact. Sa timidité extrême peut engendrer, s'il ne nous connaît pas suffisamment, un manque de détails dans la déclaration.
Nervosité.	Procéder à l'audition dans un environnement familier pour la personne. Le contraire élèverait le niveau d'anxiété.
Perte d'audition.	Se renseigner sur l'existence de ce type de problèmes. En tenir compte au moment de la déclaration. Adapter le volume sonore.
Pathologies ophtalmologiques très fréquentes.	S'assurer qu'il porte des lunettes ou des lentilles. Adapter les matériels aux difficultés de vision.

9. LE SYNDROME DE L'X FRAGILE

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Communication persistante, écholalie, parle seul, logorrhée.	Nous devons accepter ces caractéristiques avec patience afin de ne pas faire resurgir des accès d'angoisses.
Difficultés avec le langage.	Ces personnes paraissent avoir un niveau de compréhension plus élevé qu'en réalité. Il est donc important de leur demander s'ils ont compris ou non.
Hommes de plus de 50 ans: Perte de mémoire à court terme.	Si la mémoire à court terme est affectée nous devons prendre en compte la possibilité que la personne ne se rappelle pas les circonstances de l'événement. Il peut y avoir également perte de nombreux détails.
Hommes de plus de 50 ans: Déficit de fonction exécutive.	En raison du déficit de la fonction d'exécution, ne pas attendre de relations d'intentionnalité ni de causalité dans les descriptions.
Hommes de plus de 50 ans: Baisse cognitive.	L'information sur ses capacités donnée par une tierce personne doit être prise avec prudence car son déficit peut être plus ou moins majoré.
Impulsivité, Hyperactivité, problèmes d'attention.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète. Reformuler les questions si les réponses paraissent impulsives.
Sensibilité environnementale (Stress lors de situations nouvelles).	Procéder à l'audition dans un environnement familier pour la personne. Le contraire élèverait le niveau d'anxiété.
Éviter un contact visuel.	Faire attention de ne pas maintenir le contact visuel, ce qui peut augmenter l'anxiété de ces personnes.
Femmes : Trouble schizo-typique de la personnalité.	Solliciter l'avis d'un spécialiste en santé mentale et handicap intellectuel. Le trouble schizoïde peut être suivi de délires.
Défaillances dans la capacité d'analyse.	S'attendre à ce que la personne ne soit pas en mesure de se mettre à la place d'une tierce personne.
Problèmes d'intégration sensorielle (difficulté à comprendre les stimulations visuelles, auditives, tactiles).	Difficulté à reproduire des conversations. Porter une attention spéciale lors de la reconnaissance d'un possible suspect puisqu'ils éprouvent des difficultés à intégrer l'information. Une mauvaise description n'implique pas nécessairement que les faits n'aient pas eu lieu. Ils réagissent mieux aux stimulations visuelles qu'auditives : il est donc recommandé de s'aider de visuels adaptés.

Anxiété en public.	Importance de mener les auditions avec un nombre de personnes réduit et avec une présentation préalable par quelqu'un de familial.
Aversion à être touché.	Éviter le contact physique à moins que la personne ne le demande expressément.

10. LA SCLÉROSE TUBERCULEUSE DE BOURNEVILLE

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Autisme.	Voir les recommandations en cas d'autisme (cf. page 71).
Déficit d'attention et hyperactivité.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète. Reformuler les questions si les réponses paraissent impulsives.
Agressivité.	Faire très attention lors des confrontations. Elles peuvent générer une agressivité de la personne. Si c'est le cas, il est préférable d'interrompre l'audition et d'attendre que l'anxiété diminue. Reprendre la déclaration ultérieurement.

11. LE SYNDROME D'ANGELMAN

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Hypersensibilité à la chaleur.	Optimiser les conditions de température de la salle. Ils sont très sensibles à la chaleur, ce qui peut provoquer une perte de concentration et de l'agitation.
Hyperactivité.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète.
Langage expressif très limité ou absent.	
Niveau de compréhension supérieur au niveau d'expression.	Il va être très difficile de communiquer avec la personne. Demander l'aide de professionnels spécialisés en communication alternative, et de préférence des professionnels qui connaissent déjà la personne et sa façon particulière de communiquer.
La communication alternative peut fonctionner.	
Difficultés pour indiquer.	Au lieu de demander à la personne qu'elle indique quelque chose, lui proposer de toucher ou de placer un marqueur.
Séréotypies, Mouvements ataxiques, crises de rire et convulsions.	Permettre à chaque instant que la personne accomplisse ses rituels et/ou ses conduites stéréotypées. Ne pas le permettre augmenterait l'anxiété et engendrerait une perte de concentration.
Nervosité.	Procéder à l'audition dans un environnement familier pour la personne. Le contraire élèverait le niveau d'anxiété.

12. LES TROUBLES DU SPECTRE AUTISTIQUE

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Très réactifs à des stimulations externes.	Utilisation d'un lieu exempt d'un maximum de stimulations.
Résistance au changement de routine.	Anticiper le plus possible les changements susceptibles de modifier l'intervention de l'enquêteur.
Repli sur soi.	Motiver la personne en lui garantissant un temps à la fin de l'audition pour parler du sujet de son choix. Prévoir ce moment.
Difficultés d'attention et de maintien du fil conducteur de la conversation.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète.
Séréotypies.	Permettre à chaque instant que la personne accomplisse ses rituels et/ou ses conduites stéréotypées. Ne pas le permettre augmenterait l'anxiété.
Délai pour formaliser la réponse ou absence complète du langage. Langage idiosyncrasique.	Recueillir des informations sur les systèmes de communication alternative qu'il manie déjà. Demander l'aide d'un interprète si est nécessaire. Utiliser des pictogrammes, photos, jeux, dessins...Interpréter les changements de rituel.

13. SPECTRE AUTISTE, « DE HAUT NIVEAU » (SYNDROME D'ASPERGER)

Possibles troubles des capacités.	Égards spéciaux à prendre lors de l'enquête policière.
Sensibilité aux stimulations externes.	Utilisation d'un lieu exempt d'un maximum de stimulations.
Résistance au changement de routin.	Anticiper le plus possible les changements susceptibles de modifier l'intervention de l'enquêteur.
Intérêt particulier par une activité ou thème.	Motiver la personne en lui garantissant un temps à la fin de l'audition pour parler du sujet de son choix. Prévoir ce moment.
Difficultés d'attention.	Prévoir lors de l'entretien des temps de travail très courts (10-15 minutes) et un lieu pour des temps de repos. Permettre à la personne de se lever ou de marcher si elle semble inquiète.
Rare empathie.	Prendre en compte cette absence d'empathie au moment de la déclaration. Difficultés à identifier et comprendre les émotions d'autrui.
Rituels.	Permettre à chaque instant que la personne accomplisse ses rituels et/ou ses conduites stéréotypées. Ne pas le permettre augmenterait l'anxiété.
Assimilation de l'information au 1er degré.	Faible capacité à comprendre les doubles sens, l'ironie ou les métaphores.

ANNEXE 2.

LA PRÉSENTATION DU TRAVAIL DES PROFESSIONNELS SPECIALISÉS (PARFOIS NOMME « FACILITATEUR »).

Pour l'UAVDI (Unité d'Attention aux Victimes Handicapées Mentales), il est évidant que la victime, lorsqu'elle est affectée d'un HM, doit bénéficier d'un traitement adapté. Pour cela, il est indispensable de parfaitement connaître les implications du handicap mental et comment celles-ci peuvent influencer l'enquête et le procès pénal. C'est pour cela que l'UAVDI présente le travail des professionnels spécialisés indépendants n'appartenant, ni à l'accusation ni à la défense, servant de soutien tout au long de l'enquête et du procès pénal. Ils contribuent à mettre en place les procédures judiciaires conformes à la Convention des Droits des Personnes Handicapées. Parmi les fonctions de ces professionnels nous soulignons:

a. Préparation de la victime pour l'audition. L'expérience d'une audition pour les victimes est, en règle générale, une source d'anxiété et de préoccupation. Devoir revivre un événement qui a pu être traumatique, le narrer à des personnes inconnues et avec les impératifs de la procédure policière est particulièrement difficile. Nous devons préciser que dans le cas d'une personne handicapée, le plus souvent, personne ne lui a expliqué l'importance de parler à quelqu'un de ce qui lui est arrivé, ni pourquoi elle doit parler avec les policiers alors qu'elle n'a rien fait de mal, ni quels sont ses droits. Une préparation de la victime dans ce cadre garantira une meilleure audition.

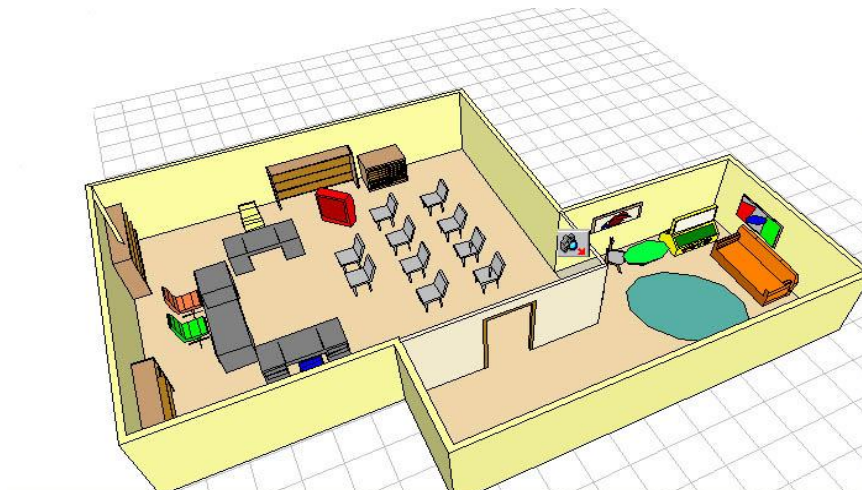
b. Évaluation des capacités de la victime qui peuvent conditionner la valeur du témoignage. Une des difficultés majeures que peuvent rencontrer les enquêteurs lorsqu'ils font face à un cas dans lequel la supposée victime est une personne handicapée est l'appréciation de la valeur de son témoignage. Les particularités présentées par ces personnes handicapées impliquent une nécessaire évaluation de ce qu'il est possible ou non d'attendre d'elles pour ce qui concerne la valeur de leur déclaration. Certaines particularités liées au handicap sont la mémoire (épisode et procédurale), la définition du concept espace-temps, la capacité pour identifier un inconnu, l'attention, l'expression ou la compréhension du langage. L'UAVDI dispose d'un éventail spécialement adapté à l'évaluation de ces capacités.

c. Évaluation de la capacité qu'à la victime à donner son consentement :

Sans aucun doute, l'un des points clef sera de déterminer les cas dans lesquels la personne handicapée a pu disposer de la capacité à donner son consentement lorsqu'elle a été au contact de l'agresseur supposé. Une bonne évaluation de cette capacité permettra de faciliter le travail postérieur au cours de la procédure judiciaire. L'UAVDI s'est inspirée du modèle britannique pour évaluer cette capacité lorsqu'il s'agit des personnes handicapées.

d. Mise en place de la « Preuve Préconstituée » (PP):

Lorsque la personne handicapée doit être entendue, que ce soit en qualité de victime ou de témoin, l'UAVDI préconise la mise en place de la PP. Le recours à cette procédure a pour finalité de garantir l'obtention du témoignage et sa conservation. Le but poursuivi est d'éviter les effets de la « sur victimisation » et de garantir à la personne concernée la protection de son intimité en évitant une intervention en public : on peut ainsi limiter uniquement les contacts avec les spécialistes. Les caractéristiques de la PP ont pour objet d'éviter la répétition des auditions. Par ailleurs, la mise en place de la PP garantit le principe de contradiction puisque les parties peuvent intervenir par le truchement de leurs propres experts. La PP est alors mise en place dans deux salles adjacentes. Dans la première sont installés la victime et les spécialistes qui vont procéder à l'enregistrement des déclarations, celles-ci étant retransmises sur une télévision installée dans la seconde salle où se trouvent le magistrat et les parties. Ces derniers peuvent alors formuler leurs questions par le truchement des spécialistes.



e. Interprète. Les personnes handicapées présentent en beaucoup d'occasions des difficultés autant dans l'expression que dans la compréhension du langage. Méconnaître ces limitations ou ne pas s'y adapter pourrait avoir pour effet de rendre particulièrement

complexe l'obtention du témoignage alors que celui-ci pourrait être valable ou en réduire la qualité. Les professionnels de l'UAVDI, à travers leur expérience dans le travail avec les personnes handicapées, ont acquis les outils nécessaires pour pouvoir agir en qualité d'interprètes lorsque la communication entre l'enquêteur et la personne handicapée serait impossible.

Contact pour solliciter de façon gratuite des professionnels indépendants pour travailler en coordination avec les enquêteurs dans la recherche et l'appréciation de la valeur du témoignage en Espagne :

- Fondation Carmen Pardo-Valcarce
- Tlf: 0034- 917355790
- E-mail: uavdi@fcpv.es
- www.uavdi.org
- www.nomasabusos.com

Bibliographie

- Aarons, N. y Powell, M. (2003). Issues related to the interviewer's ability to elicit reports from children with an intellectual disability: A review. *Current issues in Criminal Justice*, 14, 257-268.
- Aarons, N., Powell, M., y Snow, P. (2006). An examination of the questioning styles of police, officers and caregivers when interviewing children with an intellectual disability. *Legal and Criminological Psychology*, 11, 35-53.
- Bull, R. (2010). The investigative interviewing of children and other vulnerable witnesses: Psychological research and working/professional practice. *Legal and Criminological Psychology*, 15, 5-23.
- American Association of Intellectual and Developmental Disabilities (2011). *Discapacidad intelectual: definición, clasificación y sistemas de apoyo* (undécima edición). Madrid: Alianza.
- Cederborg, A. C. y Lamb, M. (2008). Interviewing alleged victims with intellectual disabilities. *Journal of Intellectual Disability Research*, 52(1), 49-58.
- Clare, I. C. H. y Gudjonsson, G. H. (1995). The vulnerability of suspects with intellectual disabilities during police interviews: A review and experimental study of decision-making. *Mental Handicap Research*, 8, 110-128.
- Collado, J., Magaz, R., Pecharromán, Y., Otero, J.M., Pardo, R., Manzanero, A.L., Rodríguez, A., Toval, L. y González, J.L. (2010). *La investigación criminal y sus consecuencias jurídicas*. Madrid: Dykinson.
- Crown Prosecution Service (2009). *Supporting victims and witnesses with a learning disability*.
- González, J. L., Ibáñez, J., Muñoz, A. M. e Igual, C. (2003). *Procedimientos técnico-operativos para aplicar en las indagatorias con implicados en hechos criminales*. Manual elaborado en la Unidad Técnica de Policía Judicial de la Guardia Civil, sin publicar, para uso interno del personal del Cuerpo.
- Henry, L., Ridley, A., Perry, J., y Crane, L. (2011) Perceived credibility and eyewitness testimony of children with intellectual disabilities. *Journal of Intellectual Disability Research*, 55(4), 385-391.
- Manzanero, A.L. (2008). *Psicología del Testimonio: Una aplicación de los estudios sobre la memoria*. Madrid: Pirámide.

- Manzanero, A.L. (2010). Memoria de Testigos: Obtención y valoración de la prueba testifical. Madrid: Pirámide.
- Manzanero, A.L. y Recio, M. (2012). El recuerdo de hechos traumáticos: exactitud, tipos y características. Cuadernos de Medicina Forense, 18(1), 19-25.
- Manzanero, A.L., Recio, M., Alemany, A. y Martorell, A. (2011). Identificación de personas y discapacidad intelectual. Anuario de Psicología Jurídica, 21, 41-48.
- Milne, R. y Bull, R. (2006) Interviewing victims of crime, including children and people with intellectual disabilities. En M. Kebbell & G. Davies (Eds), Practical Psychology for forensic investigations (pp. 7-24). Chichester, WS: Wiley.
- Ministry of Justice (2011a). Vulnerable and Intimidated Witnesses. A Police Service Guide.
- Ministry of Justice (2011b). Achieving Best Evidence in Criminal Proceedings: Guidance on interviewing victims and witnesses and guidance on using special measures.
- Naciones Unidas (1988). Normas Uniformes sobre la Igualdad de Oportunidades para las Personas con Discapacidad. Madrid: Real Patronato de Prevención y de Atención a Personas con Minusvalía.
- Naciones Unidas (1988). Programa de Acción Mundial para las Personas con Discapacidad. Madrid: Real Patronato de Prevención y de Atención a Personas con Minusvalía.
- Organización Mundial de la Salud (1980). International Classification of Impairments, Disabilities, and Handicaps. A manual of classification relating to the consequences of disease. Geneva: OMS.
- Organización Mundial de la Salud (2000). Informe sobre la salud en el mundo 2000 - Mejorar el desempeño de los sistemas de salud. Geneva: OMS
- Organización Mundial de la Salud (2001). Clasificación Internacional del Funcionamiento, de la Discapacidad y de la Salud «CIF». Madrid: Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales. Secretaría General de Asuntos Sociales. Instituto de Migraciones y Servicios Sociales (IMSERSO).
- Recio, M., Alemany, A., y Manzanero, A.L. (2012). La figura del facilitador en la investigación policial y judicial con víctimas con discapacidad intelectual. Siglo Cero. Revista Española sobre Discapacidad Intelectual, 43(3), 54-68.

- Stacey, H. (1999) Investigation into the skills used by the police officers when interviewing intellectually disabled witnesses. Tesis doctoral. School of Psychology, University of Leicester, Leicester.
- Verdugo, M. A., Alcedo, M. A., Bermejo, B., y Aguado, A. (2002) El abuso sexual a personas con discapacidad intelectual. *Psicothema*, 14, 124-129.

Ce guide permettra aux Forces de Sécurité de l'État d'adapter la procédure lorsqu'une personne handicapée est impliquée dans une enquête policière.

Il offre un cadre conceptuel destiné à mieux comprendre le handicap mental mais également des outils spécifiques pour améliorer la communication en se dotant des moyens nécessaires. De cette manière, il propose un ajustement spécifique, que ce soit lors des auditions ou lors des présentations de suspects à témoins. Sa mise en œuvre garantira une exécution de l'enquête en conformité avec La Convention de Droits des Personnes Handicapées des Nations Unies.

Les auteurs :

L'Unité d'Attention aux Victimes Handicapées Mentales de la Fondation Carmen Pardo-Valcarce et les psychologues de l'Unité Technique de Police Judiciaire de la Garde Civile (Section d'Analyse Criminelle) interviennent depuis des années au côté des victimes vulnérables. Leur expérience et le rigoureux travail de recherche mené à terme grâce au soutien de la FONDATION MAPFRE a permis de déboucher sur la création de ce premier Guide d'Intervention Policière au profit des personnes handicapées en Espagne.